

2009

SEPTEMBRE

N°3
4€

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA

LA REVUE

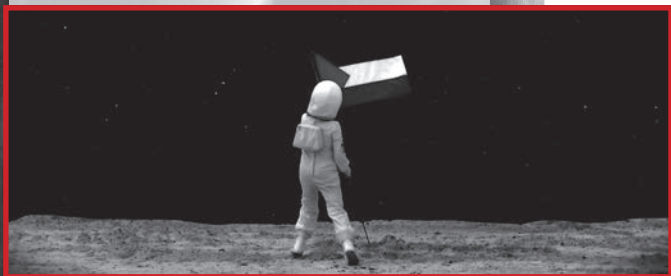
TOUT
est à nous



RÉSISTANCE ET DÉSŒBÉISSANCE **UNE NOUVELLE
RADICALITÉ POUR LES LUTTES ? ACTU P7**



**IRAN DÉLÉGITIMÉ, LE RÉGIME NE TIENT PLUS
QUE PAR LA RÉPRESSION ACTU P12**



**UN ÉTAT DE LA CRÉATION
PALESTINIENNE CULTURE P32**

DOSSIER

**APRÈS
LA CHUTE**

CHRISTINE POUPIN ÉDITORIAL INVERSER LE RAPPORT DE FORCES	P3
ACTU	
DENIS BOULÈGUE APRÈS LES ÉLECTIONS DE JUIN 2009 VIGILANCE ANTIFASCISTE EN EUROPE	P4
DAMIEN JOLITON COPENHAGUE UN SOMMET SANS HAUTEUR	P7
VÉRONIQUE GRANIER INCINÉRATEUR DE FOS-SUR-MER UNE MÉTAPHORE DU CAPITALISME	P9
VÉRONIQUE DECKER DÉSOBÉISSANTS INTERVIEW D'ENSEIGNANTS DÉSOBÉISSEURS	P10
BABAK KIA IRAN LE RÉGIME NE TIENT PLUS QUE PAR LA RÉPRESSION	P12
DOSSIER	
ROMAN DEBSKI ALLEMAGNE ÉCLAIRAGE DE BERND GEHRKE	P14
ROMAN DEBSKI RUSSIE ÉCLAIRAGE DE CARINE CLÉMENT	P17
ROMAN DEBSKI EXEMPLE POLONAIS BILAN DE SOLIDARNOSC	P19
ROMAN DEBSKI SYNDICATS ET LUTTE CONTRE LE NEOLIBERALISME	P20
DOMINIQUE ANGELINI, FRANÇOIS COUSTAL, JEAN-PHILIPPE DIVÈS, INGRID HAYES DES INTERROGATIONS PERSISTANTES ET QUELQUES CONVICTIONS	P22
REPÈRES	
ROMAN DEBSKI RAPPEL HISTORIQUE	P24
DÉBATS	
JULIE SARRAZIN, ANNE LAFRAN LES ABOLITIONNISTES À L'ÉPREUVE DE LA PROSTITUTION	P28
LÉA GUICHARD COMBATTRE LA PROSTITUTION ET DÉFENDRE LES PROSTITUÉES	P30
CULTURE & MÉDIAS	
ROGER DEVANEUSE FESTIVAL DOUARNENEZ LES PEUPLES DU CAUCASE	P32
PIERRE BATON UN ÉTAT DE LA CRÉATION PALESTINIENNE	P33

Manifestation des salariés de l'automobile à la Bourse/
Jérémy Wach-Chastel (www.jwc-photos.com)



INVERSER

le rapport de forces

PAR CHRISTINE POUPIN

Vous avez dit rentrée ? Nous sommes nombreux à partager le sentiment qu'il n'y a pas eu de sortie ! Pas d'interruption dans les licenciements et les fermetures d'entreprises ; pas de pause dans la répression, qu'elle vise les salariés en lutte comme les grévistes d'Edf-Gdf ou les habitants et habitantes des quartiers populaires dans lesquels le harcèlement policier s'ajoute aux ravages de la précarité et du chômage ; pas de trêve dans les attaques contre les droits des salariés ou les services publics. Et en plus septembre démarre fort : au nom de l'égalité le gouvernement veut réduire le niveau des retraites pour les mères, au nom de l'écologie il impose une taxe carbone qui pénalisera les plus pauvres sans préserver le climat. L'argent public vole au secours des entreprises et des banques, mais la crise économique est loin d'être finie. Les patrons continuent à en profiter pour restructurer et faire payer les salariés qui se sentent désormais tous en danger. Pendant l'été, la résistance des salariés a continué comme l'on montré les Molex ou les manifestants de Châtellerault autour des Fabris. Mais cela ne peut ôter le sentiment de gâchis provoqué par les journées calamiteuses des 26 mai et 13 juin.

Pour comprendre comment nous sommes tombés si bas après les mobilisations spectaculaires des 29 janvier et 19 mars, il faut revenir un an en arrière, à la rentrée 2008. Les directions des grandes confédérations syndicales ne proposent alors aucun plan de riposte face à la crise, ce refus de l'affrontement politique a déterminé toute la suite. Au dernier trimestre 2008, les premiers secteurs touchés (entreprises de la filière automobile, enseignants frappés par les suppressions de postes, lycéens) se mobilisent. Le pouvoir redoute alors la contagion de l'exemple de la jeunesse grecque qui occupe les rues d'Athènes. La généralisation et la jonction autour de la jeunesse sont possibles comme ce fut le cas lors de la mobilisation contre le CPE ou encore en 2003 autour de l'éducation nationale. Mais, la direction de la CGT privilégie son alliance avec la CFDT et FO et ne cherche pas à construire avec et autour des secteurs les plus mobilisés, la

généralisation et la convergence des luttes vers un mouvement d'ensemble. Le 29 janvier est donc déjà une réponse en retard et décalée : en retard, parce qu'elle arrive après les ripostes lycéennes ou de l'automobile, et décalée parce qu'elle n'a aucun objectif politique. Des équipes syndicales combattives s'emparent du 29 janvier, puis surtout du 19 mars, mais privées de contenu revendicatif et surtout de perspective, ces journées ne peuvent pas jouer le rôle de tremplin. Des équipes militantes souvent jeunes, ont tenté à Edf-Gdf de déborder la stratégie des journées d'action de la direction de la CGT, la grève a duré jusqu'à sept semaines sur des revendications radicales (300 € pour tous, prime de 700 €, embauche des précaires), mais faute d'un réseau militant suffisant, elle ne s'est pas étendue à l'ensemble de l'entreprise. Des convergences à l'échelle locale ou régionale, sous la forme de fronts avec des équipes CGT combattives, des syndicats de Solidaires ou de la FSU, des partis, des associations autour d'une ou plusieurs entreprises menacées, ont vu le jour, au Havre autour des Sandouville et de l'hôpital, à Bordeaux autour des Ford... Toutes ces expériences sont précieuses, elles indiquent ce qu'il est possible de faire. Elles démontrent que l'unité pour la lutte est possible. Mais pour changer le rapport de forces, pour reconstruire une perspective donnant de l'espoir, elles ont besoin de prendre une dimension nationale. Privées de capacité d'initiative à cette échelle, les luttes ont été soumises au rythme imposé par l'intersyndicale nationale et vouées à l'échec des journées toutes les six semaines.

C'est avec ce bilan présent à l'esprit que nous devons aborder la rentrée. Il est toujours possible de se saisir d'une journée comme le 7 octobre proposée par les confédérations syndicales. Mais pour inverser le rapport de forces, il n'y a pas d'autre solution pour les équipes militantes que de prendre les choses en main, se coordonner, prendre des initiatives et donner un contenu revendicatif radical. Comme le dit l'Appel du collectif de résistance ouvrière de la Meuse et Haute-Marne : « Ce n'est pas avec quelques manifestations ponctuelles que nous aurons une chance de les faire fléchir, mais bien

en recherchant le blocage général. C'est pourquoi il faut nous rassembler et ne plus rester chacun dans son usine ou dans sa ville : ce n'est qu'en nous fédérant et en organisant nous-mêmes la riposte que nous pouvons espérer gagner ! » L'unité a beaucoup servi pour justifier la tactique perdante de grève « saute-mouton ». Bien évidemment, l'unité est souhaitable, nécessaire, indispensable même, mais une unité pour la mobilisation, au service de la mobilisation. Cette unité est encore à construire. Un peu partout des militant-es cherchent à avancer, à construire cet outil pour la généralisation des luttes.

Une première convergence s'impose : celle des salariés des entreprises qui ferment et qui licencient. La filière automobile occupe une place centrale dans la crise actuelle, les équipementiers, sous-traitants des grands groupes comme Renault et PSA licencient et ferment les uns après les autres, les salariés des donneurs d'ordre accumulent les jours de chômage partiel. La nécessité d'une riposte nationale de l'ensemble de la filière apparaît comme une évidence, c'est le sens de la journée du 17 septembre à la Bourse de Paris et de celles qui devraient suivre comme le 22 octobre lors du salon des équipementiers. Elles doivent impérativement s'inscrire dans un plan de mobilisation global visant à faire plier les grands groupes donneurs d'ordres responsables de la crise mais aussi bénéficiaires des milliards d'aides publiques. Des cadres unitaires se mobilisent autour des principaux enjeux actuels comme le refus de la privatisation de la poste ou la défense des droits des sans-papiers, la manifestation féministe du 17 octobre ou la campagne Boycott désengagement sanctions (BDS) au côté du peuple palestinien. La défense de revendications précises, offensives et l'unité sont des points d'appui. Et sur chacun des ces terrains, mais aussi pour le droit à la santé contre l'augmentation du forfait hospitalier ou sur la question des retraites, nous avons toutes et tous besoin d'imposer un recul à ce gouvernement et d'enregistrer enfin une victoire.

Deux questions sont au cœur des crises du capitalisme et exigent la construction d'un rapport de forces

qui ne se gagnera qu'en militant d'arrache-pied à la fois dans les entreprises, dans les quartiers populaires et dans la jeunesse, il s'agit de la question du droit à l'emploi avec la lutte contre les licenciements, les précarités et le chômage d'une part et de la défense du climat et plus globalement des questions liées à l'écologie d'autre part. Dans les deux cas, des collectifs unitaires se mettent en place : les Marches régionales contre les licenciements, le chômage et les précarités aboutissant le 5 décembre, la plateforme « Urgence climatique, justice sociale » à l'occasion du sommet de Copenhague en décembre. Ces cadres ne sont pas parfaits, ils sont le fruit de compromis et encore insuffisants du point de vue des forces investies... mais ils existent ! C'est avec les militantes et militants des partis, des syndicats, des associations, avec toutes celles et ceux qui sont motivés et déterminés que les mobilisations se construisent. Le NPA y prend toute sa place, non seulement pour les construire et en faire des mouvements massifs, implantés, mais aussi pour y défendre une cohérence politique sur une orientation anticapitaliste. Bien sur, une étincelle peut mettre le feu à la plaine, une attaque de trop peut déclencher l'explosion sociale, c'est ce que nous espérons toutes et tous mais à ce moment-là rien ne sera perdu de ce que nous aurons construit, le réseau militant, le tissu de solidarité et de pratiques communes, l'élaboration de réponses anticapitalistes, bien au contraire !



1. À l'heure où nous imprimons le gouvernement semble reculer sur cette mesure, mais une brèche est ouverte



photothèque rouge/Franck Houlgatte

APRÈS LES ÉLECTIONS DE JUIN 2009

Vigilance antifasciste

Si les droites souverainistes ont reculé dans les élections européennes de juin 2009, les droites populistes, autoritaires et xénophobes ont en revanche progressé dans de nombreux pays, notamment à l'Est. En France, l'extrême droite morcelée se trouve affaiblie.
Tour d'horizon.

De manière générale, la progression des scores électoraux des partis d'extrême droite marque la progression des idées défendues par les droites nationales et radicales. Les partis s'inscrivant dans la continuité des fascismes historiques sont, pour l'heure, plus en difficulté que les partis nationaux-libéraux. Cela étant, on retrouve dans le discours de la plupart de ces partis un profil «antisystème», la stigmatisation des élites politiques et économiques, le rejet de l'intégration européenne, la dénonciation de l'immigration et de la différence culturelle, le souhait d'un retour aux traditions.

À l'exception du Royaume-Uni (où le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni - UKIP - a confirmé sa progression de 2004 en obtenant 16% et 13 sièges) et de l'Autriche (où la liste de Hans-Peter Martin est passée de 14 à 18%), la droite souverainiste, dont les forces ne se distinguent guère des droites libérales-conservatrices, régresse. Les mouvements de «juin», qui avaient fait élire des députés en Suède et au Danemark, disparaissent; la liste Libertas du MPF de Philippe de Villiers, de l'Irlandais Declan Ganley et de Frédéric Nihous (CPNT) obtient 1 siège avec 4,9%. Les droites nationales et radicales ont suivi ces vingt dernières années des tactiques différentes: certains partis choisissent d'accéder aux responsabilités ou offrent leurs services pour des alliances, d'autres (parfois dans le même pays) privilégient une stratégie de rupture.

PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES

Dans six pays de l'Union européenne, l'extrême droite participe au gouvernement et vise ainsi à faire avancer ses idées dans des coalitions. Lors des élections européennes, ces partis ont connu des succès.

Au Danemark, le Parti du peuple danois (DF, Dansk Folkeparti) a réalisé 15,2% des voix avec un discours xénophobe, anti-islam, antifiscal, et contre l'Europe libérale.

En Italie, les post-fascistes de l'Alleanza nazionale (AN, parti héritier du MSI, Mouvement social italien) de Gianfranco Fini se présentaient en alliance avec Forza Italia de Berlusconi et d'autres forces comme l'Azione Sociale d'Alessandra Mussolini. Cette coalition, pompeusement baptisée «Le Peuple de la liberté», a obtenu 35,3% des voix. La ligne d'AN est officiellement conservatrice, anti-communiste, modérée sur l'immigration. Mais le parti conserve à la base des restes de nostalgie fasciste. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi, membre de la coalition gouvernementale mais qui présentait ses propres listes aux européennes, a recueilli 10,22% des voix et 8 sièges, soit le double de 2004. Violentement xénophobe, la Ligue du Nord prône le séparatisme des régions du nord de l'Italie rassemblées dans une entité nommée Padanie.

Aux Pays-Bas, après le météore Pym Fortuyn, on assiste de nouveau à l'émergence rapide d'un parti national-libéral atypique, le Parti pour la liberté (PVV) créé en 2006. Avec 16,9% des voix et

ROYAUME-UNI

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 72
PARTICIPATION : 34,7 %
BRITISH NATIONAL PARTY (BNP) : 2 SIÈGES, 6,2 %
SOVERAINISTES : UKIP (PARTI DE L'INDÉPENDANCE DU ROYAUME-UNI)
13 SIÈGES, 16,5 %

PAYS-BAS

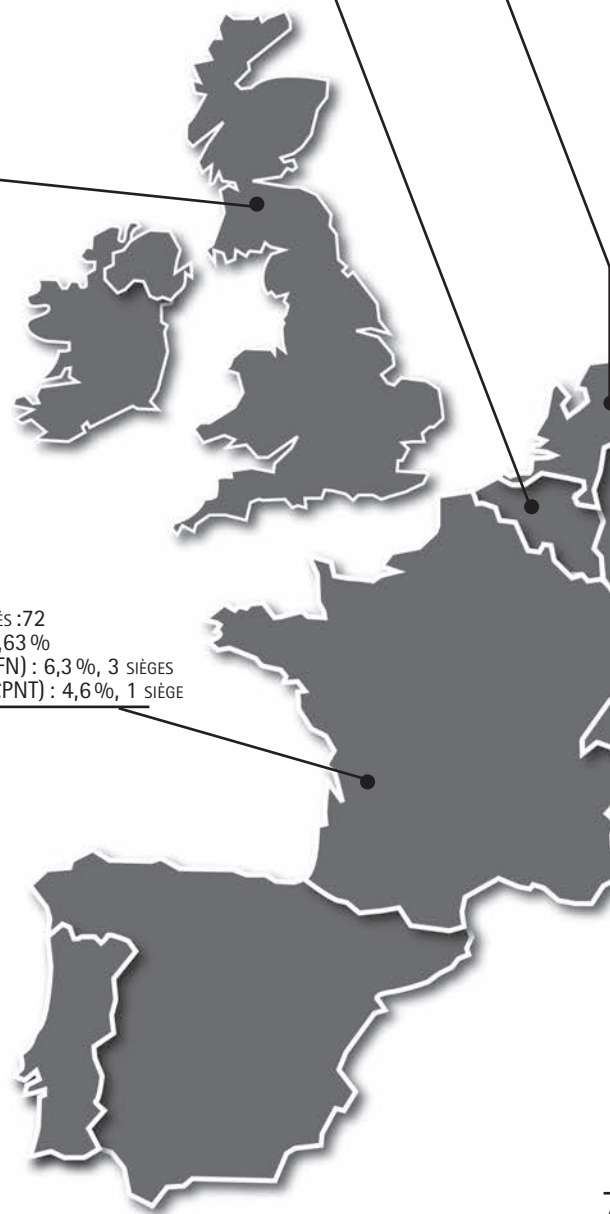
NOMBRE DE DÉPUTÉS : 25
PARTICIPATION : 36,75 %
PARTI DE LA LIBERTÉ (PVV) :
4 SIÈGES, 16,97 %

BELGIQUE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 22
PARTICIPATION : OBLIGATOIRE
NOUVELLE ALLIANCE FLAMANDE : 9,88 %, 1 SIÈGE
VLAAMS BELANG : 2 SIÈGES, 15,88 %
LISTE DEDECKER : 7,28 %, 1 SIÈGE
FRONT NATIONAL (FN) : 3,57 %

FRANCE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 72
PARTICIPATION : 40,63 %
FRONT NATIONAL (FN) : 6,3 %, 3 SIÈGES
LIBERTAS (MPF-CPNT) : 4,6 %, 1 SIÈGE



en Europe

PAR DENIS BOULÈGUE



DANEMARK

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 13
PARTICIPATION : 59,54 %
LE PARTI DU PEUPLE DANOIS (DF) : 2 SIÈGES, 14,8 %

FINLANDE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 13
PARTICIPATION : 40,3 %
PARTI DES VRAIS FINLANDAIS (PS) : 1 SIÈGE,
POURCENTAGE DES SUFFRAGES RECUEILLIS 14% AVEC LE PARTI CHRÉTIEN DÉMOCRATES .

LETTONIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 8
PARTICIPATION : 53,7 %
UNION POUR LA PATRIE ET LA LIBERTÉ (LNNK) : 1 SIÈGE, 7,45 %

LITUANIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 12
PARTICIPATION : 20,98 %
POUR L'ORDRE ET LA JUSTICE : 2 SIÈGES, 12,22 %

SLOVAQUIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 13
PARTICIPATION : 19,64 %
PARTI NATIONAL SLOVAQUE (SNS) : 1 SIÈGE, 5,56 %

HONGRIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 22
PARTICIPATION : 36,31 %
MOUVEMENT POUR LE MEILLEUR (JOBBIK) : 3 SIÈGES, 14,77 %

ROUMANIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 33
PARTICIPATION : 27,67 %
PARTI DE LA GRANDE ROUMANIE (PRM) : 3 SIÈGES, 8,65 %

BULGARIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 17
PARTICIPATION : 38,99 %
ATAKA : 2 SIÈGES, 11,96 %

AUTRICHE

NOMBRE DE DÉPUTÉS :
PARTICIPATION : 45,97 %
FPO : 2 SIÈGES, 12,71 %
BZO : 4,58 %

ITALIE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 72
PARTICIPATION : 65,05 %
LIGUE DU NORD (LN) : 10,2 %, 9 SIÈGES
FORZA NUOVA : 0,47 %
FLAMME TRICOLORE : 0,79 %
LE PEUPLE DE LA LIBERTÉ ALLIANCE
ENTRE BERLUSCONI ET ALLIANCE NATIONALE
(ISSU DU MSI, NÉO-FASCISTE)

ALLEMAGNE

NOMBRE DE DÉPUTÉS : 99
PARTICIPATION : 43,3 %
LES RÉPUBLICAINS (REP) : 1,3 %

Rotographie/Sophie



4 élus, il se retrouve déjà deuxième force du pays. Fondé sur un discours anti-islam exacerbé, anti-immigration et eurosceptique, son succès s'est construit autour de la personnalité du leader Geert Wilders, ancien assistant parlementaire de Bolkestein. Il prône aussi le rattachement de la Flandre belge aux Pays-Bas.

L'extrême droite obtient également des scores significatifs en Autriche. Les électeurs ont apporté 12,9% et 2 sièges au FPÖ, et 4,6% au BZÖ. Le BZÖ est une scission minoritaire du FPÖ autour de feu Jörg Haider et de la fraction parlementaire, favorable à une participation gouvernementale. Cette scission avait paradoxalement renforcé l'extrême droite avec un score cumulé de 30% aux législatives de septembre 2008. Le discours de ces deux partis s'articule autour de la dénonciation de la politique spectacle, du modernisme. Il est xénophobe (particulièrement anti-slovène en Carinthie), anti-islam, anti-turc et multiplie les provocations verbales sur la nostalgie du nazisme. Il est également anticommuniste, antisémite et oscille entre libéralisme et interventionnisme étatique.

En Slovaquie, le Parti national slovaque (SNS) a remporté un premier siège avec 5,5% des voix. Ultranationaliste, le SNS développe un discours anti-rom, anti-hongrois et eurosceptique.

LES «ANTISYSTÈMES» D'EUROPE DE L'OUEST

En Belgique, le Vlaams Belang («l'intérêt flamand») a obtenu 16% des voix et conservé deux des trois sièges remportés en 2004. Partisan de l'indépendance de la Flandre, s'opposant à l'immigration et à une soi-disant islamisation de l'Europe, le parti de Filip Dewinter développe également un discours populiste anticorruption. Présent depuis longtemps sur la scène nationale, le VB a pâti de l'émergence d'autres forces de la droite populiste et libérale, qui ne sont pas d'essence fasciste: la liste Dedeker (7,7%) et la Nouvelle Alliance flamande (13,1%), qui se partagent le nationalisme anti-belge de l'extrême droite flamande.

Au Royaume-Uni, le British National Party (BNP), en progression inquiétante depuis plusieurs années, a remporté pour la première fois deux sièges au Parlement européen avec 6,5% des voix. Renforçant son implantation sur l'ensemble du territoire, le BNP cherche même à tirer profit de mobilisations syndicales en défense de l'emploi, en y instillant des revendications de préférence nationale.

En Grèce, l'«Alerte populaire orthodoxe» (LAOS), nouveau venu sur la scène politique, a obtenu 7,2% des voix et 2 sièges avec un discours anti-immigrés, antisémite et anti-américain.

En Allemagne, malgré des résultats aux élections locales non négligeables pour le NPD, l'extrême droite n'a atteint lors de ces européennes que des scores très faibles. Les Republikaners (REPs) ont recueilli 1,3% et l'«Union du peuple allemand» (DVU) seulement 0,4%. Une faible structuration, un harcèlement antifasciste permanent et les divisions entre les différents partis (REPs, DVU, NPD) expliquent ces résultats.

En Finlande, un nouveau parti «populiste» de droite, le «Parti des vrais Finlandais», allié pour l'occasion à des chrétiens-démocrates plutôt proches des intégristes chrétiens, a obtenu 9,8% des voix.

En France, le FN connaît une crise électorale et militante, en plus de sa longue crise de succession et d'une crise financière. Déjà en recul en juin 2004 avec 9,81%, il a obtenu cette fois-ci 6,34% des suffrages. Ce résultat n'exprime pas une défaite visible des idées du FN (ne pas oublier que sa

propagande varie suivant les buts à atteindre; son discours peut être plus «soft», plus «social»), mais est surtout dû à l'absence de toute dynamique militante autour de ce parti. De plus, l'abstention et le siphonnage des voix par l'UMP semblent avoir encore joué.

Les «dissidences» des anciens cadres FN n'ont pas été concluantes électoralement. Le «Parti de la France» fondé par Carl Lang finit la course à 1,52% des voix dans son fief nordiste. Dans la circonscription Massif central-Centre, la situation n'a été guère meilleure avec 1,88%. Dans le Sud-Ouest, Jean-Claude Martinez, autre tête d'une dissidence militante du FN (initialement «la Maison de la vie», rebaptisée en cours de route «l'Europe de la vie»), n'a obtenu que 0,92%.

La «liste antisioniste» conduite par Dieudonné M'bala M'bala et l'ex-FN Alain Soral n'aura pas décollé non plus. Présente uniquement dans la circonscription Ile-de-France, elle y a réalisé 1,3% des voix, avec toutefois des pics locaux en Seine-Saint-Denis (2,83% à l'échelle du département) ou dans des villes comme Garges-lès-Gonesse dans le Val-d'Oise (6,03%, son meilleur score à l'échelle d'une commune). Enfin, la liste Alliance royale a fait son «meilleur score», avec 0,07% des suffrages exprimés, dans la circonscription Ouest.

EN EUROPE CENTRALE ET DE L'EST

Dans ces pays, le discours de l'extrême droite est traversé par la question des diverses minorités s'étant retrouvées du «mauvais» côté de la frontière lors du dépeçage de l'empire austro-hongrois. Rejet de la minorité hongroise côté roumain et inversement, rejet anti-turc en Bulgarie, anti-slovaque en Hongrie, racisme systématique anti-rom... On y trouve aussi une affirmation chrétienne et un fort antisémitisme. Se réclamant parfois d'une approche sociale, d'un communisme dévoyé dont leurs leaders peuvent être issus, certains partis développent un discours antilibéral et eurosceptique.

En Hongrie, le Jobbik («Le meilleur») a pu réaliser 14,77% des voix. Ce parti a été à l'origine de la fondation d'une milice paramilitaire d'extrême droite, la Garde hongroise, qui vient d'être dissoute en juillet 2009 par la cour d'appel de Budapest pour «actes discriminatoires» envers la minorité tzigane.

En Roumanie, la liste rassemblant le Parti de la grande Roumanie (PRM, connu aussi sous le nom de parti «national-communiste») et le Parti de la nouvelle génération (PGN, droite populiste), a obtenu 8,7% des voix. Le discours du PRM, dont les tentatives de se rapprocher de la démocratie chrétienne ont été sans succès, semble avoir été un peu édulcoré dans ses aspects antisémites.

En Bulgarie, le parti nationaliste «Ataka» a obtenu 11,96% des voix et deux sièges.

En Lettonie, l'«Union pour la patrie et la liberté» (LNNK) a atteint 7,5% et remporté un siège. En Lituanie, le mouvement «Ordre et Justice» a recueilli 12,45% et deux sièges.

UNE EXTRÊME DROITE RENFORCÉE AU PARLEMENT EUROPÉEN?

Historiquement, la coordination des parlementaires d'extrême droite n'a jamais été facile et elle a souvent échoué pour des questions de leadership, de revendications territoriales, mais aussi de désaccords sur le projet européen. Par exemple, le FN est partisan d'une Europe confédérale («l'Europe des patries»), alors que les mouvements allemands et flamands sont favorables à une «Europe des peuples», sur une base identitaire. À plusieurs reprises, les groupes parlementaires ayant rassemblé les partis de tendance nationaliste ou

d'extrême droite ont été dissous faute de pouvoir maintenir un nombre suffisant de députés ou une représentation dans suffisamment d'États membres de l'Union européenne. C'est pourquoi les élus d'extrême droite ont souvent siégé en tant que non-inscrits et réalisé des groupements informels, comme l'association «Euronat» fondée en octobre 2005.

Aujourd'hui, leurs stratégies et positionnements politiques diffèrent toujours.

Par exemple, la Ligue du Nord (Italie), le PVV (Pays-Bas) et le Parti du peuple danois, soucieux de respectabilité, ne veulent pas se compromettre avec le FN. Les divergences territoriales sont par ailleurs parfois réductrices. Si les partis européens d'extrême droite se retrouvent sur beaucoup de thèmes, la grille de lecture nationaliste prend le dessus sur certains sujets. Le Jobbik hongrois et le Parti de la grande Roumanie ne peuvent ainsi se regrouper dans la même entité du fait de leur contentieux national sur la Transylvanie.

Ces différents partis restent écartés du consensus qui régit le fonctionnement du Parlement européen. Le FN s'est ainsi toujours trouvé confronté à l'hostilité des autres parlementaires au moment de la répartition des postes de responsabilité (attribués à la proportionnelle). Les représentants de l'extrême droite ont été condamnés à faire de la figuration dans les commissions et dans les missions à l'étranger.

Il reste que les partis d'extrême droite qui ont des élus au Parlement européen utilisent cette légitimité et les moyens qui en découlent pour renforcer leur place sur la scène politique, tester leur audience au niveau national et aussi, malgré leurs désaccords, aider d'autres partis d'extrême droite. Une coordination, comme il y en a eu dans le passé, est en train de voir le jour entre le FN, le BNP, le Vlaams Belang, le FPÖ et Ataka, qui leur permettrait de travailler à des initiatives communes. Au plan européen comme dans l'hexagone, les droites souverainiste, populiste et extrêmes vont essayer de profiter de la crise économique et, souvent, de la banalisation de leur idéologie par la droite libérale-conservatrice.

À la mi-août, l'alliance de droite souverainiste du MPF de Villiers et du mouvement CPNT a rejoint le «Comité de la majorité présidentielle» pour préparer en commun les prochaines échéances électorales. Le FN, qui exploite déjà la conjoncture actuelle comme on l'a vu à Hénin-Beaumont, va tenter de reconquérir son électorat par-delà toutes ses difficultés et oppositions internes, sur des questions de stratégie et de leadership. Le bloc identitaire, la nouvelle droite populaire, le Parti de la France de Carl Lang, d'autres associations et groupes issus de l'extrême droite historique française, n'auront de cesse que de faire partie du paysage politique.

C'est pourquoi, il est important de mobiliser afin de ne leur laisser aucune opportunité ni dans la rue ni dans les urnes, en apportant à leur idéologie des réponses politiques et concrètes.



COPENHAGUE un sommet sans hauteur

PAR DAMIEN JOLITON

L'URGENCE DU PASSAGE À L'ACTION

Les rapports scientifiques se succèdent et confirment qu'au-delà d'une élévation de 2°C de la température moyenne du globe par rapport à l'ère pré-industrielle, les bouleversements, tant pour les populations que pour la biodiversité, seront désastreux.

Face à un risque comme n'en a jamais connu l'humanité, le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat) estime que, pour éviter une élévation de température supérieure à 2°C, les pays développés devront réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici 2020, et de 80 à 95% d'ici 2050, par rapport à leurs émissions de 1990.

Les émissions mondiales devront être passées par un pic avant 2015. Après cette date elles devront impérativement décroître.

Au niveau mondial, les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de 50 à 85% d'ici 2050, par rapport à leur niveau de 1990.

Face à ces nécessités impérieuses, l'action concrète est des plus urgentes. Les réponses que donneront les négociateurs internationaux devront être radicales et remettre profondément en cause les moyens jusqu'ici prescrits pour répondre aux dérèglements climatiques.

Cependant, il y a fort à craindre que ces négociations se déroulent dans la droite ligne (libérale, impérialiste et techniciste) des conférences précédentes.

UNE PRISE DE CONSCIENCE SÉLECTIVE

La situation internationale a évolué depuis le protocole de Kyoto: prise de conscience croissante dans toutes les opinions internationales, consensus scientifique quant à l'urgence, changement de majorité en Australie et surtout aux États-Unis, pression croissante des pays les plus pauvres...

Cependant, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que cela ne pèsera pas lourd face aux velléités des dirigeants de prendre le moins d'engagements chiffrés et vérifiables possibles.

Plusieurs éléments sont à surveiller de très près:

1 LES ENGAGEMENTS CHIFFRÉS:

De nombreux États prennent actuellement des engagements qui ne sont pas à la hauteur des préconisations les plus modestes. Ainsi, l'Union européenne, qui veut jouer le rôle de leader en matière de climat, ne s'est engagée à réduire ses émissions que de 20% en 2020 par rapport à 1990 alors que le Giec préconise une réduction de 25 à 40%.

2 LA DATE DE RÉFÉRENCE QUANT AUX RÉDUCTIONS AFFICHÉES:

Certains pays, comme les États-Unis, affichent des engagements qui peuvent paraître ambitieux, mais ils prennent comme référence les émissions de 2005 et non celles de 1990 (beaucoup plus faibles).

3 L'EXTENSION DES MÉCANISMES DE FLEXIBILITÉ:

Le protocole de Kyoto introduisait la possibilité des mécanismes d'échanges marchands de droits à polluer et de soutien à des projets non polluants dans les pays en développement, afin d'exonérer les industries du Nord de leurs responsabilités; mais ces mécanismes restaient limités. Le risque est grand de les voir devenir la norme et non l'exception.

4 LA PRIORITÉ ACCORDÉE AUX SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES:

Les tenants du «capitalisme vert» ou du «new deal écologique» veulent donner la priorité aux nouvelles technologies (des agrocarburants, voiture et charbon «propres»...) autant de chimères qui pourront donner lieu à des profits bien réels mais qui ne peuvent être des solutions face aux dérèglements climatiques.

UNE MOBILISATION PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

Si nous ne voulons pas que le cynisme des puissants de ce monde n'entraîne de profonds déséquilibres climatiques, touchant en premier lieu les plus pauvres, il sera nécessaire d'imposer aux dirigeants des engagements ambitieux. Pour cela, une large mobilisation est nécessaire. Au sein de ce mouvement, nous avons pour tâche de favoriser la constitution d'un courant anticapitaliste et antilibéral qui s'oppose résolument aux solutions proposées par les dirigeants des grandes puissances. Ce mouvement devrait alors promouvoir des solutions en rupture avec le système et qui mettraient au premier plan la nécessité d'une réponse aux besoins sociaux des populations par des moyens démocratiquement décidés et prenant en compte les contraintes environnementales.



**FAVORISER LA
CONSTITUTION
D'UN COURANT
ANTICAPITALISTE
ET ANTLIBÉRAL
QUI S'OPPOSE
RÉSOLUMENT AUX
SOLUTIONS PROPOSÉES
PAR LES DIRIGEANTS DES
GRANDES PUISSANCES.**

photothèque rouge/
Franck Houlgatte



INCINÉRATEUR DE FOS-SUR-MER

Une métaphore

Qu'est-ce qui peut justifier que le gouvernement fasse l'apologie permanente d'un procédé industriel cher, dangereux pour la santé publique et pour l'environnement? Un lobby industriel, bien sûr! Qui empêcherait en effet de grands groupes, dont Suez et Veolia, de pomper (encore) de l'argent public pour générer de juteux profits... Retour sur un scandale que le NPA a dénoncé au cours de sa campagne des européennes dans la région Sud-Est.

La manne financière est de taille: on entoure les produits d'emballages que l'on fait payer au consommateur, et quand celui-ci doit s'en débarrasser, il vous paye encore. Au passage, vous ramassez une grosse enveloppe pour la construction et la gestion de la machine, ainsi que des aides environnementales, tout en revendant un peu d'électricité à EDF... Incinérer, c'est le pied! L'exemple de l'incinérateur de Fos est éclairant. En 2003, le maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin, décidait d'implanter un méga incinérateur à 40 kilomètres de ses électeurs, à Fos-sur-Mer. Les 16 000 habitants de la petite commune - qui vivent déjà au pied d'un giga site industriel (17 sites Seveso¹) - refusaient le procédé, demandant simplement que l'incinération soit remplacée par un procédé moins nocif. Pourtant, cinq années de lutte acharnée n'y auront rien fait. Les habitants de Fos et ceux des environs seront donc sacrifiés sur l'autel du profit, malgré des taux très élevés de cancers et des pics de pollution quasi quotidiens.

UN PARADIS INDUSTRIEL

Je vis dans un paradis! Un paradis créé de toutes pièces par le capitalisme. Je vis à Fos-sur-Mer... Non, Fos-sur-Mer n'est pas encore un paradis fiscal. Fos-sur-Mer, comme toutes les zones industrielles d'Europe, est aux industriels ce que le Luxembourg est aux financiers. L'étang de Berre et toute sa zone sont un paradis industriel, un havre de liberté où l'on peut entasser tout ce qui se fait de polluant ou de dangereux, sans avoir jamais aucun compte à rendre...

Regardez l'incinérateur, c'est à lui seul une image parfaite du capitalisme. Les arguments du refus sont pourtant indémontables. Nous leur avons dit: c'est dangereux pour la santé dans une zone déjà excessivement polluée. Pour information, la France émet environ 116 grammes de dioxine par an, eh bien à Fos, on en produit 12, soit plus de 10%. Ils ont répondu: aucune donnée sanitaire ne prouve que la population est malade! Ils avaient raison: il n'existe aucune surveillance sanitaire des populations, ni aucun registre des cancers. Nous leur avons dit: faites une enquête. Ils ont répondu que nous n'étions pas assez nombreux pour constituer un échantillon représentatif. 6000 médecins français ont signé un appel. Ils l'ont simplement ignoré.

Et même lorsqu'ils ne pouvaient plus nier la recrudescence des pathologies graves, ils ne se sont pas démontés. Jusqu'à un préfet (aujourd'hui directeur de cabinet à l'Élysée) qui nous a déclaré que les taux de cancer élevés dans la zone n'étaient pas dus à la présence de 17 sites Seveso mais au fait que les ouvriers étaient des gens qui buvaient et fumaient beaucoup! Nos enfants sont également alcooliques, puisque malheureusement ils ne sont pas épargnés...

Toujours est-il que cette usine aura besoin de 450000 tonnes de déchets par an et qu'elle

empêchera donc toute réduction à la source, pourtant promesse numéro un du Grenelle et de nombreuses lois européennes. Car un incinérateur ça mange, et si ça ne mange pas assez ça marche mal... Il existe pourtant des solutions alternatives et dès l'origine la proposition a été faite de changer le mode de traitement. Mais, il faut croire que certaines collectivités territoriales ont de l'argent: annoncée en 2002 à 180 millions d'euros, la facture finale de l'incinérateur devrait s'élever à plus de 500 millions d'euros - et qui va toucher le pactole? Les banques, bien entendu. Ces mêmes banques qui, par un tour de passe-passe dont les capitalistes ont le secret, sont aujourd'hui propriétaires de la délégation de service public pour le traitement des déchets marseillais. Et qui va payer au bout du compte? Nous.

Que font nos élus? Ils sont contre! Évidemment, tout le monde est contre les incinérateurs... mais ils les construisent quand même, au nom du sacro-saint «on ne peut pas faire autrement». Imaginez si Badinter avait été du même acabit: «je suis contre la peine de mort, mais je ne peux pas faire autrement». Avec ce genre de gars, les enfants bossaient encore à la mine.

Dans les paradis industriels, on n'est jamais dérangé. Pas la peine de rendre des comptes, personne n'en demande. Mieux même: dans les paradis industriels, quand on est un peu trop embêté, on demande vite une loi qui nous sorte de l'embarras. Et c'est ainsi, par exemple, que les normes d'émissions de polluants ont été fixées selon les contraintes techniques des industriels, pas selon les risques pour la santé. Et qui a voté ces normes? Les députés européens... tous très heureux de faire du développement durable! Et si jamais les députés européens alertent sur un polluant très dangereux (en l'occurrence les particules en suspension), c'est simple, dans les paradis industriels on ne le mesure pas. C'est d'autant plus facile que les associations de mesure sont financées par les industriels eux-mêmes. Parce qu'au paradis, c'est magique: on dit que ça n'existe pas, et ça n'existe pas.

QUAND LES POLLUEURS LAVENT PLUS VERT

Laver plus vert que vert, c'est un credo incontournable. Les pires pollueurs du monde sont tous au chevet de la planète: Total, Areva, Veolia, Suez... Si l'on additionne toutes leurs promesses, on devrait être en pénurie de CO₂. Quant à l'Union européenne, par ses décisions censées préserver l'environnement, elle se fait la complice vertueuse de ce nouveau marché. Car les questions environnementales permettent aux lobbies industriels de se racheter une virginité tout en pompant encore de l'argent public.

Démonstration: reprenons l'incinérateur. Les députés européens avaient décidé, il y a plus d'un an, de retirer les incinérateurs de la liste des usines produisant de l'énergie renouvelable, estimant que les déchets brûlés (surtout

**LAVÉ PLUS VERT
QUE VERT,
C'EST UN CREDO
INCONTOURNABLE.
LES PIRES
POLLUEURS DU
MONDE SONT TOUS
AU CHEVET DE LA
PLANÈTE: TOTAL,
AREVA, VEOLIA,
SUEZ**

e du capitalisme

PAR VÉRONIQUE GRANIER

1. En référence à la catastrophe de Seveso qui eut lieu en Italie en 1976, les entreprises sont classées «Seveso» en fonction des quantités et des types de produits dangereux qu'elles accueillent

le carton, le papier, le bois et les plastiques) auraient pu être recyclés. Affolement général au paradis... Il faut dire que si vous produisez de l'énergie dite renouvelable, vous touchez des subventions européennes, en remerciement de vos bons et loyaux services pour la planète. Pour la première fois (et à l'appel de la France), les ministres de l'Environnement des États membres ont désavoué les députés européens et ont réintégré les incinérateurs dans la liste des producteurs d'énergie renouvelable. Quelle fête ça a été au paradis...

A-t-on entendu un seul député européen français, qu'il soit vert ou socialiste et donc farouchement opposé à tout ça, crier au scandale? Aucun!

Dernière démonstration en date : la bourse carbone. Vous savez, cet outil inventé à Bruxelles et censé sonner le glas des émissions de CO₂. Le système est simple : les industriels reçoivent des permis d'émettre une certaine quantité de CO₂. Si, à la fin de l'année, ils ont craché moins que prévu, ils peuvent vendre à d'autres ces droits à polluer. Cela est censé inciter les industriels à tout faire pour réduire leurs émissions et ainsi gagner quelques sous (ils en manquent tant...). D'après les données récemment publiées par la Commission européenne, ArcelorMittal a rejeté 64 millions de tonnes de CO₂ en Europe en 2008, alors qu'il a reçu des permis d'émission pour 85 millions de tonnes. Cet excédent de 20 millions fait du géant indien le premier bénéficiaire de la bourse carbone. Et même si l'industriel nie vendre ses permis en excédent (permis obtenus grâce à un lobbying très actif), ceux qu'il a engrangés l'an dernier représentent des actifs qui se chiffrent à 488 millions

d'euros. Les émissions de CO₂ d'ArcelorMittal en Europe sont en hausse constante depuis 2005.

Au paradis d'où je viens, les anges sont capitalistes et si je les embête, ils me menacent de délocaliser le paradis en Roumanie. Au paradis, les anges parlent d'écologie industrielle, ça leur évite de parler de santé publique. Le paradis d'où je viens est le capitalisme et il est incompatible avec l'environnement. Parce que le capitalisme est incompatible avec une politi-

que sociale pour la dignité des hommes. Parce que le capitalisme est incompatible avec une gestion par les hommes pour les hommes. Le capitalisme est tout simplement incompatible avec la vie.

Car la variable d'ajustement, dans le capitalisme, c'est l'homme. Une bonne petite pandémie (ou une recrudescence de cancers), et le problème est réglé...



photothèque rouge/JR

PAR VÉRONIQUE DECKER **RÉSISTANCE ET DÉSOBÉISSANCE :**
une nouvelle radicalité
pour les luttes?

L'année scolaire 2008/2009 a été marquée par de nombreuses «réformes» de l'Éducation nationale : pertes sans précédent de postes, de fonctions, d'heures de cours... La destruction du service public est en marche et au pas de gymnastique.

Les structures habituelles de concertation et de paritarisme sont bafouées, et tous les enseignants apprennent les modifications au journal télévisé : suppression de la classe du samedi matin, mise en place d'une «aide individualisée», abandon des Réseaux d'aide aux enfants en difficulté (Rased).

Face à cette situation, l'apathie syndicale, en particulier celle de la FSU a d'abord stupéfait la plupart des militants de terrain. Quelques enseignants, reliés par des listes internet à caractère pédagogique, ont pris le relais d'initiatives d'action de résistance dès 2007/2008 : la Nuit des écoles, a invité les parents, les élus, les amis de l'école publique à dormir dans une école le 13 juin 2008 : plus de 1 500 écoles vont participer à l'opération entre juin 2008 et avril 2009, l'idée se diffusant à son propre rythme partout en France. Les listes pédagogiques et culturelles vont relayer et même se substituer aux listes syndicales pour faire passer les infos et les actions.

En octobre 2008, une nouvelle étape est franchie avec l'appel à la résistance d'un enseignant : Alain Refalo. Militant de la non-violence, il met ses convictions politiques au service de ses idées : son appel touche de nombreux enseignants du premier degré, lassés des journées d'action et des manifestations promenades du week-end. Avec quelques poignées d'enseignants engagés par une déclaration de désobéissance ouverte, «Résistance pédagogique» va tenir tête au gouvernement pendant des mois et mener le débat

dans la presse locale et nationale sur les réformes en cours davantage que les centrales syndicales nationales.

Dans le même temps, des directeurs d'école, des parents et des enseignants vont s'opposer à la mise en place du fichier «base élèves», clé de voûte d'un système de fichage qui identifie chaque élève et chaque parcours scolaire, de la maternelle à l'université, pour constituer un porte-folio qui se substituera sans élision possible au CV. Même situation générale : les syndicats sont apathiques, voire pour certains plutôt favorables à ce système. Assez rapidement, à partir des mêmes listes pédagogiques, un collectif se constitue, crée son site internet, et fédère plus de 2000 directeurs d'écoles, organise des dépôts de plaintes de plus de 1000 parents d'élèves et conteste jusque devant l'ONU le fichage généralisé des enfants.

À l'issue d'une année de résistance et de désobéissance, force est de constater que l'inertie syndicale a été secouée par ces mouvements, et que nombre d'élus syndicaux de base ont envoyé lettres et pétitions pour que les désobéisseurs soient défendus et que des actions efficaces soient entreprises pour contrer les «réformes» du gouvernement.

Les «procès» en cours n'ont abouti qu'à des sanctions jetées au hasard, aussitôt attaquées et contestées.

Le gouvernement a attendu l'été pour voir jusqu'où il pourrait frapper les «désobéisseurs» mais leur démarche éthique et courageuse force l'admiration de nombre de citoyens : Alain Refalo est invité sur le plateau des Glières, soutenu par les associations de résistants, la convocation d'Erwan Redon mobilise plusieurs centaines de personnes à Marseille en plein mois de juillet... Les sanctions financières pleuvent. Mais, loin de laisser indifférent, chaque sanctionné mobilise et des caisses de solidarité se créent un peu partout en France.

La place des militants du NPA est dans les mouvements de désobéisseurs. Même si évidemment nous ne sommes pas pour des actions «jusqu'aboutistes» et qu'à tout moment nous devons être capables d'analyser le rapport de forces pour faire les choix nécessaires, il faut partager l'engagement et la détermination des militants de ces mouvements.

Nous devons nous saisir de ces formes d'action, non pas pour les substituer à l'action syndicale, mais pour faire avancer les luttes et le rapport de forces.

Mais malgré la créativité évidente de ces mouvements, l'engagement courageux ne peut suffire à lui seul à construire un nouvel élan : il faut construire une mobilisation de tous, et en résistant pied à pied, et en organisant des initiatives créatives et populaires, et en reconstruisant un rapport de forces en défense de l'école publique.

Ensemble, forcément ensemble.



photothèque rouge/JMB

INTERVIEW

Alain Refalo et Diane Combes,
enseignants désobéisseurs
Résistance pédagogique pour
l'avenir de l'école
www.resistancepedagogique.org

ENSEIGNANTS désobéisseurs

PROPOS RECUEILLIS PAR VERONIQUE DECKER

OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES DÉSOBÉISSEURS ?

AR ET DC: Le mouvement qui a recensé près de 3000 enseignants du primaire en désobéissance ouverte est en phase de structuration et d'élargissement, il prépare les initiatives pour la rentrée. Une deuxième rencontre nationale, après celle de Marseille début juillet, a été organisée à Montpellier les 26 et 27 août. Ce mouvement est né spontanément en novembre 2008 et s'est rapidement développé en réseau suscitant l'embaras des organisations syndicales et la répression de la hiérarchie.

QUELLES SANCTIONS VOUS MENACENT ? QUELLES RIPOSTES IMAGINEZ-VOUS ?

AR ET DC: Une centaine d'enseignants ont subi des retraits de salaire pour n'avoir pas appliqué réglementairement le dispositif de l'aide personnalisée, tout en assurant leur service auprès des élèves. Des projets pédagogiques alternatifs à la stigmatisation des « mauvais élèves » ont été mis en place dans les classes. Nous avons instauré des caisses de solidarité qui ont permis jusqu'à ce jour de compenser les pertes de salaire. Au mois de juillet, une sanction disciplinaire lourde (abaissement d'échelon, perte de 7000 euros sur quatre ans) est tombée sur Alain. Nous n'avons pas l'intention de céder. La riposte, c'est que la désobéissance devienne massive afin de rendre la répression plus difficile.

QUELS RAPPORTS AVEZ-VOUS AVEC LES SYNDICATS ?

AR ET DC: Les enseignants désobéisseurs appartiennent à différents syndicats (Snuipp/FSU, Sud, Sgen, CGT éducation), certains ne sont pas syndiqués. En tant que mouvement, nous suscitons le dialogue et la coopération avec les syndicats. Certains nous soutiennent ouvertement, d'autres pas du tout, tous ont besoin d'être sérieusement aiguillonnés pour redevenir ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être : des syndicats de défense de l'intérêt des enfants et de la profession enseignante, et de résistance à toute forme d'aliénation idéologique de l'éducation publique.

FACE À L'ABSENCE DE RÉPONSE DES DIRECTIONS SYNDICALES POUR CONSTRUIRE UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE, PENSEZ-VOUS QUE CE TYPE DE MOUVEMENT SE DÉVELOPPERA ?

AR ET DC: Ce mouvement n'en est qu'à ses débuts. La répression est impuissante pour l'heure à juguler la dynamique, au contraire. Si les syndicats ne se réveillent pas à partir de la rentrée, nous pensons que les enseignants déçus nous rejoindront pour radicaliser la lutte contre les réformes qui détruisent l'école publique. L'engagement individuel au sein d'un collectif est une réponse adaptée au besoin de responsabilisation citoyenne. Si la prise de conscience de la responsabilité de chacun dans le choix de la société dans laquelle on vit s'élargit face aux menaces qui pèsent sur l'avenir de l'éducation, alors ce mouvement ne peut que prendre de l'ampleur.

QUEL BILAN TIRÉ PAR CEUX ET CELLES QUI S'Y SONT ENGAGÉS ?

AR ET DC: Le bilan est plutôt positif, même si rien de significatif n'a été obtenu. Il ne pouvait en être autrement cette année. Ce qui est positif, c'est l'émergence d'une nouvelle forme de lutte qui déstabilise l'institution. En conscience, nous ne pouvons être complices de réformes néfastes pour les élèves et nous ne le serons pas. Mais nous construisons un mouvement de résistance et de propositions qui a vocation, par la solida-

rité qu'il génère et par le soutien de nombreux parents d'élèves, à devenir une force de pression sur le pouvoir. Ce qui sera décisif sera la mobilisation des citoyens, des élus, des partis politiques qui, en phase avec ce mouvement de résistance, exerceront une pression forte sur les décideurs.



photothèque rouge/JMB

IRAN

le régime ne tient plus

Trois mois après la fraude électorale massive qui a permis la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République, le régime iranien n'est pas près d'en finir avec la division en son sommet et de restaurer sa légitimité. En bas, le calme n'est qu'apparent et la contestation se poursuit...

Soutenu par le Guide suprême, Khomeïni, Ahmadinejad a mené un véritable coup d'État électoral destiné à écarter du pouvoir Rasfandjani (numéro deux du régime et l'un des dirigeants les plus riches et corrompus) et le camp dit «réformateur» représenté par Mousavi et Karoubi. Ce coup d'État est l'expression des fortes contradictions et des conflits qui traversent le sommet du pouvoir. La clé de voûte du régime de la République islamique était la convergence d'intérêts entre le Bazar (bourgeoisie commerçante et traditionnelle), le clergé chiite et les Gardiens de la révolution (Pasdaran), bras armé du pouvoir composé notamment de secteurs populaires déclassés. Mais l'ascension politique et économique des Pasdaran a modifié cet équilibre et la stabilité du régime.

LES PASDARAN, ÉTAT DANS L'ÉTAT

Aujourd'hui à la tête d'un empire économique et financier, la direction des Pasdaran entend soumettre totalement l'État à ses propres intérêts et s'accaparer, de manière exclusive, la rente pétrolière. Durant son premier mandat, Ahmadinejad a pris soin de renforcer la mainmise des Pasdaran sur l'appareil d'État. La plupart des ministres, des ambassadeurs, des gouverneurs de province, des directeurs des grandes banques d'État ou encore des recteurs d'université nommés par Ahmadinejad sont, comme lui, issus des Gardiens de la révolution. Il a également accéléré leur prise de contrôle sur les secteurs clés de l'économie du pays.

Les Gardiens de la révolution contrôlent plusieurs fondations qui disposent de revenus considérables. Ne relevant ni du droit commercial ni de la comptabilité publique, ces fondations échappent à l'imposition et ne rendent compte qu'au Guide. Certaines sont considérées comme les plus grandes entités économiques du Moyen-Orient. Le programme de privatisation appliqué par Ahmadinejad, les concessions et contrats dans des secteurs aussi importants que le pétrole ou l'automobile (les Pasdaran sont actionnaires majoritaires de Saipa, deuxième constructeur automobile du pays), ont bénéficié aux Pasdaran. Cet été, ils viennent d'acquiescer la compagnie de télécommunication du pays.

Leur appétit insatiable se heurte aux intérêts d'une partie du clergé et de la bourgeoisie iranienne, favorable à une insertion renforcée de l'Iran dans le marché mondial. De même, les richesses amassées et les positions de pouvoir occupées par Rafsandjani et les siens, et de manière générale par une partie du clergé, font l'objet de convoitises. État dans l'État, la direction des Pasdaran veut s'en emparer et consolider ses intérêts mafieux-bureaucratiques.

UN CONFLIT PROFOND ET DURABLE

En menant leur coup d'État contre le camp dit «réformateur», les Pasdaran ont provoqué non seulement une crise du pouvoir, mais également une coupure au sein du clergé chiite lui-même. Le Guide suprême Khomeïni a considérablement affaibli sa position en soutenant Ahmadinejad. Il est sorti de son rôle d'arbitre pour mettre fin à l'équilibre qui était instauré au sein du clergé et des élites au pouvoir. De plus, en cautionnant la fraude électorale, il a nié le vote des Iraniens. Pour la première fois depuis 1979, le Guide est devenu la cible directe des manifestants. La majorité des grands ayatollahs ont fait connaître leur opposition à ce coup de force et à la répression qui a suivi. C'est toute la légitimité religieuse du pouvoir qui est mise à mal.

Les Pasdaran ont agi à dessein et organisé de longue date la «réélection» d'Ahmadinejad. Il s'agit pour eux d'instaurer un régime militaroreligieux, plus exactement une dictature militaire parée d'une légitimité religieuse. En tant qu'acteur politique, le clergé tend à être relégué, ce qui soulève en son sein une inquiétude de plus en plus visible.

Comme toujours en République islamique, les choix politiques s'accompagnent d'une justification «religieuse». Ahmadinejad, qui n'hésite pas à dire que sa politique est destinée à hâter la réapparition du Mahdi (12^e imam chiite, disparu en l'an 874), trouve cette justification auprès des ayatollahs Mahdavi Kani ou Mesbah Yazdi (très minoritaires au sein du clergé). Pour eux, il faut convertir la République islamique en Gouvernement islamique, le système institutionnel iranien doit se départir de ses attributs «électifs» et «démocratiques». Une théocratie sans masque, en somme. Yazdi n'hésite pas à déclarer: «Peu importe ce que les gens pensent. Ce sont des moutons ignorants.» Quant à Kani, il disait en 1998: «Pour nous, chaque gouvernement dont le gouverneur est désigné et déterminé par Dieu est légitime même si la population ne l'accepte pas et, à l'inverse, chaque gouvernement dont le gouverneur n'est pas désigné par Dieu est illégitime et usurpateur, même si la population l'accepte.»

Face au changement de régime voulu par les Pasdaran, le clan Rafsandjani et les «réformateurs» ne pouvaient rester sans rien faire. Il en va de leur survie politique et économique, voire de leur survie tout court. Mais le peuple iranien s'est engouffré dans la brèche de cette division profonde pour exprimer ses aspirations démocratiques. Depuis l'annonce de la «victoire» d'Ahmadinejad, les «réformateurs» ont tenté d'accompagner la dynamique qui s'exprimait dans la rue tout en la canalisant afin

qu'elle ne remette pas en cause la République islamique. Leur projet politique est d'utiliser la rue dans leur rapport de forces à l'intérieur du régime. Or, de plus en plus, l'idée même de réformer le système politique en place apparaît aux yeux de la population comme n'étant ni souhaitable ni réalisable. Des secteurs significatifs formulent même clairement leur volonté d'en finir avec la République islamique.

LA PEUR A RECULÉ

Des pas importants ont été faits à la faveur des dernières mobilisations. Comme en témoigne la publication de nombreux articles, journaux ou tracts, l'activité sociale et politique s'est considérablement accrue. La jeunesse et les femmes se sont appropriées les moyens à leur disposition pour informer et communiquer sur le mouvement et la répression, et pour s'organiser face au pouvoir. Les manifestants ont inventé des

**LES PASDARAN
ONT
PROVOQUÉ
NON
SEULEMENT
UNE CRISE DU
POUVOIR, MAIS
ÉGALEMENT
UNE COUPURE
AU SEIN DU
CLERGÉ
CHIITE
LUI-MÊME**

que par la répression

PAR BABAK KIA

formes d'action et d'organisation embryonnaire adaptées face à la répression. Les travailleurs n'ont pas été en reste: de nombreuses entreprises ont connu des appels à la grève et leurs salariés se sont joints aux manifestations. Les appels d'universitaires, d'artistes, de cinéastes ou d'écrivains se sont multipliés.

Ce n'est qu'au moyen d'une répression féroce qu'Ahmadinejad et le Guide ont pu mettre un terme aux manifestations. Mais malgré les centaines de morts, les milliers d'arrestations, les simulacres de procès où le régime expose des prisonniers à qui on a extirpé des aveux sous la torture, la disparition de centaines de personnes, la contestation n'est pas éteinte. Face au degré de violence imposé par le pouvoir, les formes d'actions se sont adaptées. Les mères des détenus torturés et des jeunes disparus organisent toujours des actions pour dénoncer les atrocités. Souvent agressées par les nervis du régime, elles ne baissent pas les bras et continuent de réclamer la vérité et la condamnation des criminels et des commanditaires. La fermeture de la prison de Kharizak, dont les geôliers se vantaient publiquement d'être plus «performants» que ceux de Guantanamo et d'Abou Ghraïb, les

révélations faites sur le sort des prisonniers, la «justification» religieuse des viols commis sur les personnes incarcérées (certains dirigeants ont osé affirmer que dans le cas d'une détenue vierge condamnée à mort, le viol peut être pratiqué afin qu'elle ne puisse aller au paradis), ont fortement écorné la légitimité de la République islamique.

Le climat social particulièrement tendu et la situation économique catastrophique s'accompagnent de nombreuses luttes éparses menées par les travailleurs. Les grèves pour le paiement d'arriérés de salaire, contre les licenciements ou la fermeture d'unités de production se multiplient. Les luttes pour le droit de former des syndicats indépendants et pour la reconnaissance du droit de grève sont toujours vivaces.

Le pouvoir en place craint la contestation, car le calme n'est qu'apparent. La réouverture des universités fait débat parmi les dignitaires du régime qui s'inquiètent d'une rentrée agitée. À la pointe de la contestation, les étudiants iraniens sont visés par une répression qui vient de l'appareil judiciaire et des nervis du régime. Les arrestations d'étudiants se poursuivent. Des centaines d'entre eux ont été, «préventive-

ment», traduits devant des conseils de discipline et exclus des universités. D'autres ont été convoqués au ministère du Renseignement et leurs familles ont été menacées.

Incapables de résoudre la crise, Ahmadinejad et son clan doivent impérativement étouffer la contestation multiforme qui traverse l'ensemble des couches sociales. Le pouvoir ne tient plus que par l'exercice de la violence. Mais la mobilisation courageuse de ces derniers mois a démontré que la peur avait reculé. Pour la première fois depuis trente ans, la République islamique d'Iran connaît en même temps une fracture irréversible en son sommet et un affaiblissement sans précédent du pouvoir, un niveau d'activité sociale très important et un rejet de plus en plus marqué des fondamentaux mêmes de la théocratie, tout cela couplé à une crise sociale et économique profonde. Dans les semaines et mois à venir, le rôle des jeunes, des femmes et des travailleurs sera déterminant. Ils ont besoin de notre solidarité pleine et entière.



photothèque rouge/Sébastien Ville



APRÈS

ALLEMAGNE éclairage de

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAN DEBSKI

INTERVIEW

Bernd Gehrke fut militant de l'opposition de gauche dans l'ex-RDA depuis les années 1970. En 1989, il fut parmi les cofondateurs de la Ligue verte et de l'Initiative de la gauche unie. Il est l'auteur de nombreuses publications sur l'opposition et les luttes pour les libertés démocratiques dans l'ex-RDA.

Il y a vingt ans, les Berlinoises abattaient le Mur, symbole du « rideau de fer » entre l'Est et l'Ouest, symbole des dictatures stalinienne imposées aux peuples au nom du « socialisme ».

En donnant la parole aux militants du mouvement social de l'ex-RDA, de Russie et de Pologne, nous voulons donner des éléments pour ouvrir un débat dans nos rangs sur les leçons des tentatives avortées de construire le socialisme en URSS et dans les pays de l'Est (mais également en Chine, à Cuba et ailleurs); sur les révolutions ouvrières dévoyées ou écrasées; sur la difficile recombinaison d'un mouvement ouvrier laminé par la restauration brutale d'un capitalisme sauvage. Ce n'est donc qu'un premier dossier sur ce vaste sujet. Une chronologie commentée de cette période de révolutions et contre-révolutions complète ce dossier. (voir REPÈRES, p. 24)

PEUX-TU RAPPELER CES JOURNÉES OÙ LE MUR FUT ABATTU ?

BERND GEHRKE: La chute du Mur, le 9 novembre 1989, fut le résultat d'un mouvement de masse spontané et démocratique, exprimé dans d'impressionnantes manifestations qui grandissaient à un rythme stupéfiant. Ce mouvement a forcé à démissionner non seulement Honecker, le tout-puissant secrétaire général du parti stalinien SED, mais aussi le Politburo et le gouvernement. Le 9 octobre, les 70 000 manifestants à Leipzig firent une découverte sensationnelle: malgré les préparatifs à une guerre civile, le pouvoir n'avait pas utilisé la force. Honecker voulait lancer les chars, mais il a été débarqué par la majorité du Politburo qui essayait de sauver son pouvoir par une « politique de dialogue ». Ce fut mission impossible: 400 000 manifestants à Leipzig, 500 000 à Berlin Est, des manifestations en province. Tous les jours, des dignitaires tombaient dans une allégresse croissante. Alors, la chute du Mur, ce fut l'apogée, la folie. Personne n'arrivait à y croire.

COMMENT CE MOUVEMENT EN EST-IL ARRIVÉ À EXIGER LE DÉMANTÈLEMENT DE LA POLICE POLITIQUE STASI ?

BERND GEHRKE: La révolution démocratique a eu plusieurs phases. En été, il y a eu la fuite à l'Ouest de 10 000 jeunes par la Hongrie, qui a ouvert sa frontière avec l'Autriche. Septembre fut marqué par l'apparition ouverte d'organisations de l'opposition. En octobre, les ouvriers, jusque-là passifs, se sont joints au mouvement. Les manifestations exigeaient la légalisation des partis d'opposition et le respect de la constitution, aboutissant à la démission du gouvernement, du Politburo, et à l'ouverture du Mur. La vieille clique dirigeante pensait calmer les gens et les faire rentrer chez eux. Mais les anciennes institutions étaient toujours là, et on a commencé à exiger leur dissolution. Les structures du parti et ses milices dans les entreprises ont été dissoutes. Le conflit autour de la Stasi a éclipsé les autres. Le gouvernement « réformateur » de Modrow l'a dissoute, mais la population

s'était rendu compte qu'on brûlait des documents à la hâte. Des manifestations ont eu lieu partout, avec occupation des immeubles de la Stasi, puis l'assaut du siège central à Berlin Est, le 15 janvier. Des comités citoyens démocratiques se sont constitués partout pour surveiller la dissolution.

QU'EST DEVENU LE PARTI COMMUNISTE ?

BERND GEHRKE: Des 2,5 millions d'adhérents en août 1989, le SED n'en comptait plus que 400 000 six mois plus tard. Un conseil provisoire s'est formé autour de Gregor Gysi et a convoqué un congrès extraordinaire. La tentative de certains rénovateurs démocratiques de dissoudre le SED, de détruire le vieil appareil et de repartir avec une organisation nouvelle a hélas échoué. Le SED a été transformé en Parti du socialisme démocratique (PDS), surtout pour sauver les biens du parti. S'en suivirent des scandales concernant ces biens et les liens omniprésents avec la Stasi. Après un tel « renouveau » les anciens oppositionnels de gauche ne pouvaient pas rejoindre ce parti; aussi parce que les petits groupes de l'opposition de gauche se sont malheureusement désintégrés avec la disparition de la RDA.

L'EFFONDREMENT DE LA DICTATURE À L'EST ET LA RÉUNIFICATION DU PAYS FURENT UNE AVANCÉE DÉMOCRATIQUE POUR LES TRAVAILLEURS ALLEMANDS; MAIS SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, CE FUT LA RESTAURATION DU CAPITALISME À L'EST. COMMENT LA GAUCHE ALLEMANDE VOIT CETTE CONTRADICTION ?

BERND GEHRKE: Ce n'est pas l'opinion de la gauche allemande. Les avis sont partagés, à l'image de la gauche, très hétérogène. Cela va de certains groupes qui dès le début étaient pour l'unité de l'Allemagne, jusqu'aux staliens pour qui ce fut une contre-révolution téléguidée par l'Occident et qui a liquidé le « socialisme réellement existant ». Seule une minorité de la gauche, en dehors du SPD, a bien accueilli la réunification de 1990.

POUR CERTAINS, LA DISPARITION DE LA RDA FUT UN REcul. MAIS PEUT-ON CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU TRAVERS D'UNE DICTATURE POLICIÈRE, ET DANS UN PAYS OCCUPÉ PAR UNE ARMÉE ÉTRANGÈRE ?

BERND GEHRKE: Seule une partie de la gauche pose cette question. La majorité voit l'occupation et la division de l'Allemagne comme une juste punition pour le fascisme et la guerre. Ton affirmation disant que l'unité allemande fut un progrès pour la classe ouvrière est

LA CHUTE

Bernd Gehrke



photothèque rouge/
Franck Houlgatte

Août 1961 - Construction du «mur de la honte»

par le régime de la RDA. Raison : l'exode massif vers l'Ouest, quand les déplacements à Berlin étaient encore libres (plus de 3,5 millions d'Allemands quittent la RDA entre 1945 et 1961).

C'est une large bande de terrain de plus de 40 kilomètres, enfermée entre deux murs, avec barbelés, miradors, alarmes, pièges et chemins de ronde, surveillée par des milliers de soldats et mille chiens de combat. On estime à plusieurs centaines (de 200 à 1 000 selon les sources) le nombre de tués, de 1961 à 1989, en tentant de fuir Berlin-Est, par les sinistres Vopos (garde-frontières est-allemands). Le nombre d'emprisonnés pour tentative de «désertion» avoisinerait les 100 000. Des anciens dirigeants de la RDA ont été condamnés en 1997 et 2004 pour avoir donné l'ordre de tirer sur les fuyitifs.

complètement déconnectée de certains problèmes politiques et sociaux importants. Je pense que nous devrions faire une distinction entre, d'une part, la chute, nécessaire et légitime, de la dictature stalinienne et l'unité de l'Allemagne «en soi», et, d'autre part, la forme concrète que cette unité a prise sous un régime conservateur et réactionnaire. C'est vrai que l'unité allemande en 1990 fut le résultat de la volonté des travailleurs est-allemands. Mais ces derniers ont suivi aussi le slogan de la CDU : arrêt des expérimentations sociales, progressistes, et retour au capitalisme allemand éprouvé. Cela allait de pair avec la défaite de toute la gauche allemande, de l'Est comme de l'Ouest. Les résultats furent catastrophiques : une désindustrialisation, unique dans l'histoire, d'un pays industriel s'est opérée en 3-4 ans ; 1,7 million de personnes ont quitté l'Allemagne de l'Est depuis 1989. Il faut discuter non seulement de la restau-

ration du système économique capitaliste en soi, mais aussi de la victoire du néolibéralisme à tous les niveaux de la société et de la reconstruction réactionnaire de l'Allemagne. Les travailleurs est-allemands ne sont donc jamais arrivés là où ils voulaient en venir en 1990, à ce «capitalisme prospère» de l'Allemagne de l'Ouest. En croyant aveuglément dans la politique libérale de privatisation à l'Est, les travailleurs y ont contribué considérablement. Cela dit, tous les mouvements sociaux importants en Allemagne depuis 1991 sont généralement venus de l'Est ; mais c'étaient des luttes défensives.

Il faut des débats approfondis pour déterminer le caractère du processus historique de 1989 à 1991. L'unité allemande a été fondée en grande partie sur une alliance entre les travailleurs est-allemands et la bourgeoisie ouest-allemande. La réunification avait donc un caractère réactionnaire, et non pas pro-

gressiste, comme celle réalisée par Bismarck en 1871. Bismarck conduisit une «révolution par en haut». Les travailleurs en RDA ont brisé leur révolution et réalisé une «restauration par en bas». Cela n'a pas conduit au retour d'une dictature comme celle du SED, mais à la liquidation des restes de la «révolution stalinienne par en haut» en 1945-1948 (par exemple la nationalisation des usines) et des structures révolutionnaires naissantes d'une «république rouge-verte» en 1989.

La réunification a signifié un arrêt de la révolution démocratique en RDA, avec ses perspectives progressistes (même si elles n'étaient pas socialistes) d'émancipation démocratique, sociale et écologique de toute l'Allemagne. L'alternative, c'était une unification sur pied d'égalité de la «démocratie civile» en RDA, radicalement démocratique et sociale, avec la République fédérale. Jusqu'en décembre 1989, la grande majorité des Allemands de l'Est restaient attachés à une RDA démocratiquement transformée. La Table ronde entre l'opposition et le pouvoir voulait réaliser de nombreuses revendications avancées par les syndicats et la gauche de l'Allemagne de l'Ouest, dans la perspective d'une future unité allemande.

Les discussions sur une «troisième voie» en 1989-90 gardent leur valeur, tout comme les idées de démocratisation du Printemps de Prague en 1968 ou le programme de Solidarnosc en 1981, en tant qu'alternatives au néolibéralisme et au capitalisme. Hélas, la majorité de la gauche allemande ne comprend pas quels trésors peuvent renfermer de telles alternatives. Je constate avec plaisir que les jeunes étudient *le Capital* de Marx dans les universités allemandes, et qu'on voit le retour des débats sur les alternatives socialistes.



RUSSIE ECLAIRAGE DE

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAN DEBSKI

INTERVIEW

Carine Clément vit à Moscou. Elle est sociologue et directrice de l'Institut d'action collective (IKD). Depuis de nombreuses années, elle milite activement dans le mouvement social renaissant en Russie et dans le mouvement altermondialiste européen. Elle est auteure de nombreuses études sur le mouvement ouvrier russe.

Moscou
photothèque rouge/ Chantal Girres



COMMENT CARACTÉRISES-TU CE CAPITALISME RESTAURÉ EN RUSSIE ?

CARINE CLÉMENT : On dit «capitalisme sauvage», c'est-à-dire sans régulation étatique et sans souci de l'intérêt général. C'est un pur rapport de forces, où les gros chefs d'entreprise font ce qu'ils veulent. Sous Eltsine, les oligarques, qui ont accaparé les grandes entreprises, dictaient leur loi au gouvernement ; sous Poutine, la politique néolibérale se poursuit dans la sphère sociale et les dirigeants politiques deviennent des oligarques. Il n'y a pas de réelle séparation entre l'État et la sphère économique.

QUI POSSÈDE LE CAPITAL ?

CARINE CLÉMENT : Le capital étranger est très peu présent en comparaison des autres pays de l'Est. Il est apparu à la fin des années 1990 dans les secteurs les plus rentables, comme le gaz et le pétrole. Dans l'automobile, l'installation des multinationales est plus récente. Le capital russe représente tout de même l'essentiel, et quand les étrangers sont là, ils n'ont qu'une minorité d'actions.

QUEL CAPITAL RUSSE ?

CARINE CLÉMENT : Dans les années 1990, c'étaient les oligarques, liés la nomenklatura ex-soviétique. La majorité des gens riches étaient liés à la nomenklatura d'Europe de l'Est. Ils étaient proches du pouvoir, pouvaient donc s'approprier des richesses phénoménales, privatisées pour deux sous, et voler les richesses du peuple. C'était une mafia, liée à la famille Eltsine. Avec Poutine, c'est toujours une oligarchie, mais plus étatique. Je dirais qu'il n'y a pas d'État en Russie. Il y a juste des gens qui travaillent dans la machine d'État, mais qui agissent pour leur propre compte ou celui de leur clan. C'est la corruption. Des ministres et hauts fonctionnaires sont devenus directeurs des entreprises dites «stratégiques», comme Gazprom et d'autres. Ce sont eux, et le clan qu'ils représentent, qui ont pris le contrôle, pas l'État.

LE RÉGIME DE POUTINE EST SOUVENT QUALIFIÉ D'AUTORITAIRE.

CARINE CLÉMENT : C'est un régime autoritaire, évidemment. Mais celui de Eltsine l'était-il moins ? Il l'était moins dans le sens où il a institué le règne du «vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Donc, moi Eltsine et nous, les ex de la nomenklatura, on est également libres de faire ce qu'on veut, d'accaparer le maximum de richesses». Lorsque le Parlement s'est soulevé en 1992-1993 contre ce que les opposants avaient appelé à l'époque la «dictature de Eltsine», ce dernier a fait envoyer les bombes. Mais pour l'Occident, encore aujourd'hui, Eltsine est un modèle de démocratie.

Poutine est venu au pouvoir en répondant à des revendications massives de la population : retour de l'ordre, arrêt du partage violent et sanglant des richesses, paiement des salaires, respect des lois. C'est un régime autoritaire, mais surtout ultra capitaliste. Des réformes li-

bérales font que les gens ont des retraites minables, des difficultés à se loger et n'ont plus de sécurité sociale.

LE NATIONALISME GRAND-RUSSE SEMBLE ÊTRE SON IDÉOLOGIE.

CARINE CLÉMENT : Le nationalisme est typiquement ce vers quoi les gens se retournent quand ils se sentent humiliés et perdus. C'est ce qui est arrivé lors de l'éclatement de l'URSS, de la perte des ex-républiques. C'est un sentiment accentué par l'appauvrissement brutal et la précarité. Il est entretenu sous Poutine par l'idéologie dominante, qui joue sur l'esprit de revanche, parle du retour à la «grande puissance russe», et désigne aux gens désorientés des boucs émissaires pour faire passer la pilule d'une politique anti-sociale. D'où l'antiaméricanisme, toujours vivace. Un antisémitisme également, mais moins répandu (le Parti communiste actuel est largement traversé par ces deux types de nationalismes!).

ET LE REJET DES 'TCHORNIYÉ' (NOIRS) ?

CARINE CLÉMENT : Oui, ce qui est nouveau, c'est le racisme à l'égard des gens venant du Caucase, lié à la guerre de Tchétchénie et à la peur du terrorisme, largement orchestrée par le pouvoir. Sur les marchés, la majorité des vendeurs viennent du Caucase, et ça entretient un racisme quotidien dans les couches populaires, indignées par la hausse des prix. Ces tendances racistes et xénophobes ont été encouragées par le pouvoir. Il semblerait que les actes racistes soient plus sévèrement punis à présent, mais le problème c'est le racisme chez les policiers et la lutte contre «l'extrémisme», qui met les groupes racistes et anti-racistes dans le même panier.

COMMENT S'ORGANISE LA RÉSISTANCE SOCIALE ?

CARINE CLÉMENT : On ne peut pas parler de résistance contre le capitalisme. Il y a une société qui a été complètement écrasée par soixante-dix ans de système soviétique, puis par la «thérapie de choc» néolibérale, le rétablissement brutal d'un capitalisme sauvage et l'autoritarisme du pouvoir. C'est une résistance qui commence juste à retrouver ses repères, à partir de 2004-2005 - hormis la période de la chute de l'URSS en 1990-1991, mais c'était complètement différent.

IL Y EU DES LUTTES DES SYNDICATS DE MINEURS.

CARINE CLÉMENT : Il y a eu la période d'euphorie en 1988-1990 : revendications d'abord économiques, puis exigence du droit de participer à la gestion des mines, et très vite «A bas le rôle dirigeant du Parti communiste», «Nous voulons le marché et la démocratie». En gros, pour les mineurs, il s'agissait simplement d'avoir de quoi vivre et travailler dans de bonnes conditions. Eltsine est arrivé sur cette vague protestataire. En 1993, il y a eu un sursaut de l'opposition politique (communistes et nationalistes partisans de la grande et puissante URSS), contre laquelle Eltsine a fait bombarder le Parlement. Nouvelle remontée en 1994-1998 contre le non-paiement

CARINE CLÉMENT



Moscou
photothèque rouge/ Chantal Girres

des salaires et la privatisation spéculative des entreprises. La production a chuté, et les gens se mobilisaient pour sauver leur entreprise, avec expériences de contrôle par des collectifs de salariés. Le mouvement a fini par demander la démission de Eltsine. Puis, nouvelle retombée, krach financier de 1998, chute du rouble et arrivée de Poutine.

En 2005, redémarrage massif des mobilisations contre la réforme ultralibérale de la sécurité sociale et des services publics gratuits, touchant surtout les personnes âgées. En deux mois, plus de 20 millions de personnes sont sorties dans la rue sur tout le territoire, avec des manifestations tous les jours, jusqu'à la plus petite ville de Russie. Ces mouvements furent soutenus en partie par la population, et ont réussi – fait très rare en Russie ! – à obliger le pouvoir à reculer et à remettre en place certaines garanties sociales.

COMMENT FONCTIONNE CETTE OPPOSITION ?

CARINE CLÉMENT : Il y a beaucoup de coordinations au niveau des villes et des réseaux interrégionaux. Ce sont des mouvements par thème, car les gens n'ont pas l'habitude de s'organiser. On se mobilise non pas sur des slogans anticapitalistes, mais sur des ques-


tions de vie quotidienne : logement et spéculation immobilière, droits sociaux, droits de certaines catégories comme les personnes handicapées. Depuis 2007, on note une reprise des grèves et l'apparition de nouveaux syndicats, plus combatifs, surtout dans les multinationales : par exemple le Comité syndical de l'usine Ford.

EXISTE-T-IL DES GROUPES PLUS POLITIQUES ?

CARINE CLÉMENT : Oui, mais c'est une infime minorité. La masse des participants aux mouvements sociaux n'est pas politisée au sens strict du terme. Il y a deux tendances positives : d'une part, les militants de gauche, y compris chez les jeunes, s'inscrivent de plus en plus dans les luttes sociales ; d'autre part, les gens qui se battent sur des thèmes sociaux ou économiques en arrivent de plus en plus à l'idée de la nécessité de s'occuper de politique au sens large. C'est l'idée transmise dans les slogans les plus populaires : « Le pouvoir sous contrôle citoyen » ou « Le pouvoir, c'est nous ! ».

COMMENT VOIS-TU LES PERSPECTIVES ?

CARINE CLÉMENT : Sans cette étape de luttes sociales sur le terrain du quotidien, il n'y aura

jamais de mouvement anticapitaliste. Il faut passer par une réelle réappropriation du politique et du sens citoyen par de larges catégories de la population. C'est une étape indispensable, mais sans doute insuffisante ; et, à mon avis, elle va durer assez longtemps. 

EXEMPLE POLONAIS

PROPOS RECUEILLIS
PAR ROMAN DEBSKIBILAN
DE SOLIDARNOSC

INTERVIEW

Zbigniew Kowalewski était délégué au 1^{er} congrès de Solidarnosc, membre de la direction de la région de Lodz et animateur du réseau des conseils d'autogestion ouvrière. Il est militant du mouvement social en Pologne et de la IV^e Internationale.

DANS LE PROGRAMME DE RÉPUBLIQUE AUTO-GÉRÉE, ADOPTÉ PAR SOLIDARNOSC EN 1981, IL N'Y AVAIT RIEN SUR LA PRIVATISATION DE L'ÉCONOMIE. POURQUOI LE SYNDICAT A-T-IL ADOPTÉ CE COURS APRÈS 1989 ?

ZBIGNIEW KOWALEWSKI: Le 1^{er} Congrès des délégués de Solidarnosc, à l'automne 1981, fut la représentation la plus massive et la plus démocratique de la classe ouvrière dans toute l'histoire du mouvement ouvrier polonais. Dans la résolution historique de ce congrès, on réclamait «la mise en œuvre d'une réforme autogestionnaire et démocratique à tous les niveaux de gestion, et l'instauration d'un nouvel ordre social et économique combinant le plan, l'autogestion et le marché». On exigeait que l'économie soit basée sur «l'entreprise sociale», c'est-à-dire une entreprise étatique «gérée par les salariés, représentés par un conseil des travailleurs, la direction opérationnelle étant confiée à un directeur choisi par le conseil des travailleurs par voie de concours et responsable également devant ce conseil». On exigeait aussi «la socialisation de la planification»; les plans devraient être élaborés non pas bureaucratiquement mais démocratiquement, sous l'angle de la satisfaction des besoins sociaux. Ce programme proclamait sans ambiguïté que «une authentique autogestion des travailleurs constituera la base de la République autogérée».

TU ÉTAIS L'UN DES PRINCIPAUX MILITANTS DU TRÈS POPULAIRE COURANT POUR L'AUTOGESTION OUVRIÈRE. PEUX-TU EN RAPPELER LES PRINCIPAUX OBJECTIFS ?

ZBIGNIEW KOWALEWSKI: Il n'était pas question de privatiser l'économie, même partiellement; tout comme il n'était pas question de remplacer l'économie planifiée par l'économie de marché. Ce programme, adopté par Solidarnosc, a été élaboré par un mouvement de masse pour l'autogestion ouvrière, mouvement des conseils de travailleurs, qui se développait de façon très dynamique sous la protection et avec le soutien de Solidarnosc. Ce mouvement et ce programme exprimaient et reflétaient les aspirations des ouvriers vers un contrôle collectif et démocratique, par les travailleurs, sur les principaux moyens de production, lesquels à l'époque étaient nationalisés. Il s'agissait de socialiser une économie étatique, et non de la privatiser et de la redonner aux capitalistes.

Plusieurs années après l'instauration de l'état de siège et la dislocation de Solidarnosc, la direction clandestine – agissant donc, forcément, en dehors de tout contrôle démocratique d'en bas – a abandonné ce programme. Guidée par le principe – dont les effets sont



photothèque rouge/JMB

toujours catastrophiques – selon lequel «l'ennemi de mon ennemi est mon ami», elle a commencé à chercher appui et aide auprès des puissances impérialistes. Pour l'obtenir, il lui fallait renier le programme de lutte pour l'autogestion ouvrière et appuyer le programme de restauration du capitalisme en Europe de l'Est et en URSS prôné par Ronald Reagan. Cette direction avait le choix: soit s'appuyer sur le mouvement syndical et ouvrier international, soit sur Reagan. Elle opta pour la deuxième voie, et ainsi, au lieu d'une République autogérée, elle a choisi le capitalisme.

PENSES-TU QU'UN MOUVEMENT SIMILAIRE POURRAIT RENAÎTRE DANS LA LUTTE POUR RÉCUPÉRER LES ENTREPRISES PRIVATISÉES ?

ZBIGNIEW KOWALEWSKI: Je pense que tôt ou tard les travailleurs polonais, en défendant leurs droits et intérêts, seront obligés d'engager la lutte pour la renationalisation des principaux moyens de production. Le problème clé sera alors de faire que les nationalisations des entreprises se réalisent sous le contrôle des travailleurs, qu'elles ouvrent la voie à la gestion des entreprises par des conseils de travailleurs représentatifs et démocratiques, et à une économie planifiée basée sur les principes d'une planification socialisée. Je suis sûr que, dans ces conditions, les expériences et les propositions programmatiques du mouvement pour l'autogestion ouvrière et de Solidarnosc de 1981 apparaîtront comme une référence historique et une source d'inspiration très importants.



La Pologne est l'exemple frappant d'une énorme contradiction. C'est le pays où il y a eu le plus de révoltes et révolutions ouvrières contre la bureaucratie dite communiste depuis 1956, et qui ont failli, en 1980-1981, la renverser et instaurer un pouvoir des travailleurs.

Pourtant, la contre-révolution capitaliste l'a emporté. Un ancien dirigeant de Solidarnosc et deux dirigeants des syndicats actuels nous parlent de ce bilan et des luttes de résistance actuelles.

SYNDICATS

ET LUTTE CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Photothèque rouge/Chantal Girres

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAN DEBSKI

INTERVIEW

Jarosław Urbanski est sociologue et un des animateurs du mouvement anarcho-syndicaliste Initiative des Travailleurs.



DR

QUELLES FURENT LES PRINCIPALES MOBILISATIONS OUVRIÈRES CONTRE LES CONSÉQUENCES DES PRIVATISATIONS ET DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE NÉOLIBÉRALE ?

JAROSŁAW URBANSKI : En Pologne, aussi bien avant 1989 qu'après, les mobilisations des travailleurs ont eu et ont un caractère très régulier. Les premières, et à ce jour les plus importantes, se déroulées en 1992-1993. Mais,

ce n'est pas évident de dire que les ouvriers ont été à l'époque clairement contre les privatisations. Ce fut une vague de grèves et de manifestations contre les effets des transformations systémiques, le chômage très élevé, etc. Par contre, la deuxième grande vague des mobilisations des travailleurs, en 2002-2003, fut dirigée clairement contre l'idée même de privatisation. Les enquêtes sociologiques montrent que le soutien aux privatisations baissait pendant toutes ces années, les adversaires étant devenus plus nombreux que les partisans. Les ouvriers ont cru longtemps en une version « lyrique » du capitalisme et de l'État-providence, dans le style scandinave ou allemand.

LA DIRECTION DE SOLIDARNOSC A SOUTENU LES PRIVATISATIONS, PARTICIPANT MÊME AU GOUVERNEMENT. COMMENT CELA ÉTAIT-IL PERÇU DANS LES ENTREPRISES, PAR LES COMMISSIONS SYNDICALES ET LES TRAVAILLEURS, QUI ONT QUAND MÊME ÉTÉ TRÈS LÉSÉS PAR CETTE POLITIQUE ?

JAROSŁAW URBANSKI : C'est une question difficile. Politiquement, Solidarnosc n'est pas un syndicat homogène. Différentes tendances s'y affrontent. La majorité considère comme positif le fait que le parti communiste a été écarté du pouvoir, il y a vingt ans. En même temps, des divergences profondes existent quant à l'appréciation de la transformation systémique comme telle, y compris quant au déroulement des privatisations. Bien sûr, la manière dont les notables de Solidarnosc voient ces questions diffère considérablement de ce qu'en pense la base syndicale.

Solidarnosc a toujours payé chèrement son soutien aux privatisations et aux gouvernements, par de profondes divisions (apparition des courants comme Solidarnosc'80 ou Août'80), l'hémorragie de militants et la perte de confiance.

QUELS PRINCIPAUX DROITS FONT L'OBJET DE LUTTES AUJOURD'HUI ?

JAROSŁAW URBANSKI : Malheureusement, notre lutte a encore et toujours un caractère avant tout défensif. Généralement, il s'agit du maintien des conquêtes ouvrières du passé, d'une résistance contre la flexibilisation du droit du travail, et aussi contre la réduction des salaires réels.

COMMENT EXPLIQUES-TU LA FAIBLESSE ET L'ÉPARPILLEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL PENDANT CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES ?

JAROSŁAW URBANSKI : Selon des études fiables, le taux de syndicalisation en Pologne était d'environ 28% au début des privatisations, en 1990, et aujourd'hui on parle de 14%, bien que certaines études indiquent des indices d'appartenance syndicale encore plus bas. Le nombre d'adhérents de Solidarnosc a baissé de 2 250 000 à 750 000. En même temps, il faut reconnaître que les mêmes processus ont touché aussi des syndicats dans d'autres pays, par exemple en Allemagne, où le nombre

d'adhérents du DGB a chuté de 13 millions à 8 millions. Néanmoins, il faut admettre qu'en Pologne – et plus largement en Europe centrale, car nous avons la même situation en Tchéquie, en Hongrie et dans les Pays Baltes – la crise des syndicats est peut-être plus profonde que dans le reste de l'Europe. La baisse du nombre des adhérents des syn-

dicats fut accompagnée aussi par leur morcellement. En partie, ce fut une réaction à la tendance précédente, après la Seconde Guerre mondiale, lorsque, sous les auspices de l'État et du parti, il n'y avait qu'une centrale syndicale unique. Évidemment, les ouvriers n'étaient pas contents de cette situation. Un des mots d'ordre des grèves était le pluralisme

syndical, le droit à l'existence de nombreuses options du mouvement syndical. Il en fut de même entre les deux guerres (1918-1939). À l'époque, le mouvement syndical était également très diversifié. Personnellement, je considère qu'une telle formule est plus avantageuse dans de nombreux aspects.



INTERVIEW

Bogusław Zietek est président du Syndicat libre Aout'80, issu d'une scission de Solidarnosc. Il est un des animateurs du Parti polonais du travail (PPP) qui se construit sur la base de ce syndicat.



Bogusław Zietek du PPP.
photothèque rouge/Milo

VOTRE SYNDICAT EST SURTOUT IMPLANTÉ DANS LES MINES. COMMENT A-T-ON ESSAYÉ DE PRIVATISER CE SECTEUR ?

BOGUSŁAW ZIETEK : Depuis 1990, on a vu des tentatives incessantes de détruire l'industrie minière et la sidérurgie en Pologne. On fermait les entreprises ou on les privatisait, au mépris des droits et intérêts des travailleurs. Jerzy Buzek, le nouveau président du Parlement européen, s'est particulièrement distingué. C'est sous son gouvernement qu'on a liquidé 20 mines et plus de 100 000 emplois, et mené la privatisation des retraites. Les gouvernements du SLD, héritier du défunt parti « communiste », ont mené la même politique. Ils ont cédé au groupe Mittal les deux plus grands complexes sidérurgiques polonais à un prix dérisoire. L'industrie minière est toujours la base du secteur énergétique en Pologne, et emploie plus de 130 000 travailleurs. L'actuelle coalition des néolibéraux du PO et du PiS des frères Kaczynski poursuit les tentatives de privatiser cette branche.

COMMENT LES COMMISSIONS D'ENTREPRISE DE SOLIDARNOSC RÉAGISSENT-ELLES AU FAIT QUE LEURS DIRIGEANTS SOUTIENNENT LA POLITIQUE DE PRIVATISATIONS ?

EN DONNANT SON ACCORD À LA PRIVATISATION, SOLIDARNOSC A MALHEUREUSEMENT JOUÉ UN RÔLE ESSENTIEL DANS LE PROCESSUS DE FERMETURE DE GRANDES ENTREPRISES

BOGUSŁAW ZIETEK : En donnant son accord à la privatisation, Solidarnosc a malheureusement joué un rôle essentiel dans le processus de fermeture de grandes entreprises. C'était un soutien politique des dirigeants de ce syndicat, mais aussi des commissions d'entreprise, souvent mêlées à de sombres trafics avec l'ancienne et la nouvelle nomenklatura. Aujourd'hui, la plupart des syndicats mènent leurs propres activités commerciales. Aout'80 est le seul syndicat où toute activité commerciale est statutairement interdite. On a vu aussi des cas de promotion des activistes syndicaux dans les directoires et conseils de surveillance. Il semble aujourd'hui que Solidarnosc, dans le secteur minier tout au moins, a tiré les leçons du passé et essaie de collaborer honnêtement avec notre syndicat dans la défense des intérêts des travailleurs.

COMMENT VOIS-TU LES POSSIBILITÉS DE RECONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT SYNDICAL FORT EN POLOGNE ?

BOGUSŁAW ZIETEK : Depuis de nombreuses années, le mouvement syndical en Pologne est sur la défensive ; il recule sans cesse sous la pression de la propagande libérale. Des syndicats plus petits, comme le nôtre ou Initiative des Travailleurs, essaient d'inciter les travailleurs à passer à l'offensive dans la lutte pour leurs droits. Nos militants sont réprimés, licenciés, à cause de leur activité syndicale. Les plus grandes mobilisations de ces trois dernières années (infirmières et obstétriciennes, postiers, hypermarchés Tesco, mines Budryk) ont eu lieu en dehors des principaux syndicats, et étaient soutenues par des syndicats plus petits mais plus combattifs. Il en fut de même dans les chantiers navals et dans d'autres secteurs. Nous organisons les mobilisations, mais les leaders des grands syndicats appelaient au calme et au dialogue. Le résultat de ce « dialogue » fut la liquidation de deux des trois chantiers navals polonais, et de centaines d'autres grandes entreprises. Le mouvement syndical doit passer à la contre-offensive et changer son mode d'action. Il faut s'occuper des problèmes que vit toute la





société. Il doit participer aux mobilisations contre les expulsions de locataires; lutter pour les droits des chômeurs et des catégories sociales les plus vulnérables; participer aux luttes pour les droits et les libertés civiques, aux mouvements anti-guerre. Il doit aussi entamer la construction de sa propre repré-

sentation politique. Mais avant tout, il doit se rappeler que sa force se basait dans le passé sur une solidarité réciproque entre les différents groupes professionnels et sociaux. Il n'y aurait jamais eu de grandes grèves ouvrières en août 1980, s'il n'avait pas eu cette solidarité mutuelle entre les travailleurs, cette

devise «Un pour tous, tous pour un». Sans ces conditions, le mouvement syndical en Pologne périra.



Photothèque Rouge/DR



DES INTERROGATIONS PERSISTANTES

PAR DOMINIQUE ANGELINI, FRANÇOIS COUSTAL, JEAN-PHILIPPE DIVÈS, INGRID HAYES

et

Pendant des dizaines d'années, la question de la nature de l'URSS, ainsi que des autres systèmes politico-économiques basés sur la propriété d'État et la dictature de partis uniques s'affirmant socialistes ou communistes, a fait l'objet d'interprétations très diverses et de débats passionnés au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Vingt ans après la chute du Mur de Berlin puis la dislocation de l'URSS, sans doute parce que l'horizon d'une transformation socialiste est devenu plus lointain et incertain, ces problèmes paraissent moins urgents. Ils restent pourtant concrètement posés s'agissant de pays tels que Cuba, le Vietnam et même la Chine; dans ce dernier cas, ne serait-ce que pour comprendre son évolution, sans rupture majeure, de la révolution et du (dit) communisme maoïste à son statut actuel de moteur du système capitaliste mondial. Plus généralement, élucider la trajectoire de ces sociétés et États qui apparaissent porteurs d'une perspective émancipatrice reste une tâche indissociable de la redéfinition d'une stratégie révolutionnaire pour le socialisme.

Les événements de 1989-1991 n'ont pas suffi à trancher les controverses du passé. De plus un parti tel que le NPA, qui mêle dès sa naissance des traditions politiques différentes, ne dispose pas d'une – ou en tout cas d'une seule – «théorie» explicative. En revanche, les conditions de la chute des régimes bureaucratiques de l'Est européen, par ce qu'elles ont exprimé elles-mêmes ainsi que ce qu'elles ont révélé des réalités antérieures, nous ont livré quelques enseignements précieux, qui s'intègrent à notre patrimoine politique de départ tel qu'il a été inscrit dans nos «principes fondateurs».

CONSCIENCE ET ORGANISATION

Une première constatation est que la chute de ces régimes et des systèmes socio-économiques qui leur étaient associés a été forcée par de très grandes mobilisations populaires – démocratiques, nationales et ouvrières –, dont le débouché a été, non la réouverture d'une perspective authentiquement socialiste, mais la restauration du capitalisme (ou d'un capitalisme de marché si l'on pensait que les systèmes en place étaient des «capitalismes d'État»). Quelles qu'en soient les raisons, les grands mouvements populaires de 1989-1991 n'ont pas eu de dynamique vers le socialisme. Quand celle-ci avait pu se manifester auparavant, comme c'était encore clairement le cas dans la Pologne du début des années 1980, elle avait été résorbée et étouffée.

L'absence de conscience socialiste (ou communiste, ou tout autre nom qu'on lui donne), ainsi que d'organisations porteuses d'un tel projet de transformation, a permis aux impérialismes occidentaux d'imposer leur hégémonie sur le mouvement de masse, et aux sommets bureaucratiques de se reconvertir en nouvelles élites capitalistes sans rencontrer d'oppositions majeures. Démonstration, s'il en est, de l'absence de tout automatisme qui porterait «objectivement» les mouvements sociaux vers des buts émancipateurs et, par voie de conséquence, de l'impérieuse nécessité de construire

aujourd'hui de forts partis politiques assumant sur tous les plans la bataille pour reconstruire et développer une conscience socialiste. De même, l'existence de syndicats et associations indépendants de l'État, pleinement autonomes des pouvoirs politiques, constitue une nécessité afin de garantir que les intérêts des exploités et des opprimés continuent d'être défendus dans toutes les situations.

NI SOCIALISTE NI ÉMANCIPATEUR

Une seconde évidence est que dans ces processus, les travailleurs des pays de l'Est – et dans la foulée, ceux de l'ex-URSS – n'ont pas défendu les structures économico-sociales existantes, en premier lieu la propriété d'État telle qu'elle était organisée, qu'ils ont considérée comme intrinsèquement liée aux régimes politiques oppresseurs. Si l'on écarte l'interprétation infantilisante selon laquelle ils auraient été simplement trompés par le machiavélisme des plans impérialistes, il faut reconnaître que les masses populaires n'ont pas revendiqué cette propriété d'État parce qu'elle leur apparaissait – donc leur était – étrangère et hostile. Les sociétés de l'Est étaient en effet soumises non seulement à l'oppression politique mais aussi, sous des modalités différentes de celles à l'œuvre en occident, à des mécanismes d'exploitation du travail salarié, dont la couche bureaucratique dominante s'appropriait le surplus grâce à son contrôle de l'État. Ainsi, ces constructions économiques et politiques n'avaient rien de socialiste ni d'émancipateur. Les principes fondateurs du NPA ont pris acte de cette réalité, en énonçant: «le socialisme (...) s'oppose radicalement aux dictatures bureaucratiques qui, de l'ex-URSS à la Chine, en ont usurpé le nom, alors même qu'elles reproduisaient les mécanismes d'exploitation et d'oppression qu'elles prétendaient combattre et favorisaient les pires travers productivistes.»

UN PROJET DIFFÉRENT ET OPPOSÉ

Notre projet politique est radicalement différent et opposé aux modèles de société des pays de l'Est. Par-delà les modalités pratiques qui permettront d'avancer vers un socialisme (ou communisme, ou écosocialisme) authentique, modalités à propos desquelles nous avons beaucoup plus d'interrogations que de certitudes, un tel projet est ancré dans des convictions fondamentales.

Nous savons ainsi que la société que nous voulons construire sera fondée non sur le dogme de la propriété d'État mais sur le pouvoir des travailleurs, quelles que soient par ailleurs les formes juridiques que pourront revêtir leur contrôle et appropriation de l'économie: «Le socialisme, l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurs associés décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins. Une telle réorganisation de l'économie et de la société suppose un premier niveau d'émancipation du travail, indispensable afin que les collectifs de travailleurs et de citoyens puissent prendre réellement en charge la marche des entreprises et la gestion des affaires publiques.»



Sol Ruin

quelques convictions



De même, en rupture claire avec les expériences économiques de l'URSS ou de la Chine, «le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologique des besoins sociaux: c'est un écosocialisme.»

En son cœur se trouve la défense et un développement qualitatif de la démocratie, comprise comme étant à la fois objectif et moyen de l'émancipation: «Nous voulons avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratiques de la société, et cela implique les plus larges libertés d'organisation et d'expression politiques, syndicales et associatives. Les libertés démocratiques qui ont pu être conquises sous le régime capitaliste seront consolidées et développées. Le socialisme, c'est bien le règne de la démocratie la plus réelle et la plus étendue.»

UN PARTI ADÉQUAT

Tout cela a enfin des conséquences pratiques sur le type de parti dont nous avons engagé la construction, «un parti qui garde la mémoire des combats contre les dérives autoritaires et bureaucratiques qui ont terni les espoirs émancipateurs.» Sans prétendre épuiser le sujet, qui fait également l'objet de développements dans les textes statutaires, les principes fondateurs signalent que «tirant les leçons du passé, nous lutterons contre les processus de bureaucratization qui sont la plaie des mouvements d'émancipation», en précisant que «notre vigilance commencera par s'exercer à l'intérieur du NPA».

«Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, quel que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées, dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit organisée, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.

«Cela suppose aussi que notre parti soit un lieu d'éducation permanente de tous les militants, un lieu d'éducation populaire qui préfigure la société que nous voulons construire. Cela suppose enfin que notre parti soit un lieu de solidarité.»



BIBLIOGRAPHIE CONSEILLÉE

- François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires, Tome 1 - L'ère de Staline, 1952, Tome 2 - Après Staline, 1969, Tome 3 - La fin des démocraties populaires, 1992*, Paris, (Seuil, coll. Points poche, réédition 1992, 1997)
- Léon Trotsky, *La révolution trahie*, 1936 (réédition 1999), (Editions de Minuit)
- André et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, 2007 (La Découverte)
- Sabine Dullin, *Histoire de l'URSS*, 2009 (La Découverte)
- Carine Clément et Denis Paillard, *Le Monde Diplomatique*, novembre 2005
- Cédric Durand, *Les privatisations en Russie et naissance d'un capitalisme oligarchique*, Recherches internationales 2005, sur le site de ESSF
- Catherine Samary et Jean-Arnault Dérens, *Les conflits yougoslaves de A à Z*, 2000 (L'Atelier)

SITE INTERNET

Inprecor: <http://orta.dynalias.org/inprecor/home>
Europe Solidaire sans Frontières ESSF <http://www.europe-solidaire.org/>

RAPPEL historique

PAR ROMAN DEBSKI

Afin de donner un éclairage historique plus vaste au dossier sur l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin, nous avons décidé de consacrer la totalité de la section Repères à une chronologie fouillée, commentée, des principaux événements qui ont jalonné la période depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Mur et sa destruction sont ainsi mis en perspective dans leur contexte historique. Pour faciliter la lecture, la chronologie a été divisée en trois périodes, correspondant aux principales phases de ce processus très complexe.

1945-1956 « SOCIALISME » STALINIEEN DANS UNE EUROPE DIVISÉE

CONFÉRENCES DE YALTA ET POTSDAM (1945)

Staline, Churchill et Roosevelt s'entendent sur l'organisation de l'Europe d'après-guerre. L'URSS est à l'apogée de son prestige international depuis la victoire de Stalingrad (février 1943), sa contre-offensive, la libération des pays de l'Est et la prise de Berlin (mai 1945). L'armée soviétique occupe les parties centrale et orientale de l'Europe ; les armées américaines et alliées, depuis le débarquement en Normandie (juin 1944), les parties ouest et sud. Les lignes de front détermineront le futur tracé du Rideau de fer qui, de 1947 à 1989, séparera les « deux blocs ». Berlin est partagé entre 4 secteurs : américain, britannique, français et soviétique. La ville est située dans la partie Est de l'Allemagne, occupée par l'armée soviétique.

EN LIBÉRATEURS, MAIS AVEC MÉFIANCE

C'est ainsi que les armées soviétiques sont accueillies dans les pays de l'Est, à cause de l'oppression nationale tsariste et stalinienne et de la terreur de Staline. Des partis communistes locaux, inféodés au Kremlin, prennent le pouvoir ; jusqu'en 1948, avec des partis bourgeois, paysans et sociaux-démocrates, suivant les accords de Yalta, puis en instaurant la dictature du parti unique. L'exception : la Yougoslavie, qui s'est libérée seule, menant une guerre de partisans qui a débouché sur une révolution avec construction d'un système de conseils d'autogestion.

RECONSTRUCTION ET RÉVOLUTION SOCIALE (1945-1952)

La reconstruction des pays de l'Est dévastés s'accompagne de réformes démocratiques (en dehors de la Tchécoslovaquie, il s'agissaient de pays arriérés, mi-capita-

listes mi-féodaux), puis de transformations anticapitalistes dans les rapports de propriété : expropriation des hobereaux, réforme agraire avec distribution des terres aux paysans, création de coopératives et de fermes collectives ; nationalisation de l'industrie, des banques et de presque toute l'économie, planification, monopole étatique du commerce extérieur, protection contre les appétits du capital des pays les plus développés. Il s'ensuivra une industrialisation accélérée, avec résorption du chômage, construction massive de logements, systèmes publics gratuits de santé, de protection sociale et d'éducation, etc. Mais ce début de révolution socialiste sera mené par des moyens militaires et dictatoriaux, la planification sera bureaucratique, sans participation démocratique des travailleurs, entraînant une immense gabegie, des pénuries et une crise économique chronique, aggravée par l'autarcie qui isole ces économies par rapport aux pays les plus développées.

SITUATIONS PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRES (1944-1947)

Yalta ne prévoyait pas les guerres de partisans et les guerres civiles en Yougoslavie et en Grèce ; pas plus que les crises pré-révolutionnaires en France et en Italie. Les staliens Thorez et Togliatti ont réussi à canaliser cette crise par le soutien de la bourgeoisie (le

Chantier naval de Gdansk / Turlupine

gouvernement De Gaulle comptera des ministres communistes). L'impérialisme américain redoute sérieusement un effondrement économique de l'Europe et des révolutions, et lance la politique de «refoulement», militaire et économique, de l'URSS.

BOMBE ATOMIQUE SUR HIROSHIMA (AOÛT 1945)

Les USA affirment leur suprématie militaire sur l'URSS, qui fera exploser sa bombe A en 1949. Pendant plus de 40 ans, les deux superpuissances s'affronteront dans une folle course aux armements, source de profits juteux pour les capitalistes, mais ruineuse pour l'économie soviétique. Plus tard, la course à la conquête de l'espace aura les mêmes effets et accélérera l'asphyxie économique de l'URSS.

PLAN MARSHALL (1947-1952)

«Plan de reconstruction européenne», lancé par les USA. 13 milliards de dollars (1,2% du PNB américain de l'époque, l'équivalent de 174 milliards en 2008) sont injectés dans les économies de 17 pays de l'Ouest, en premier lieu l'Allemagne (source de son «miracle économique»), et la France.

Staline refuse et oblige la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui ont accepté, de faire de même.

DÉBUT DE LA GUERRE FROIDE (1947)

Mise en place des dictatures, avec des petits Staline locaux. L'élan populaire suscité par la libération, la reconstruction et les transformations sociales est vite frustré. Élections truquées, liquidation des partis, imposition d'un parti unique et de son «rôle dirigeant» dans tous les domaines, instauration d'un système de terreur «contre les ennemis du socialisme». En URSS même, Staline se déchaîne de nouveau, avec procès truqués et les camps remplis de prisonniers politiques.

DEUX BLOCS (1948-1949)

Partage de Berlin en deux. Blocus par l'armée soviétique, et pont aérien des ex-alliés pour approvisionner Berlin-Ouest. Proclamation de la République fédérale d'Allemagne (RFA), avec Bonn comme capitale et de la République démocratique allemande (RDA), avec comme capitale Berlin-Est. Fondation de deux blocs militaires, l'Otan et le Pacte de Varsovie, et de deux zones économiques, l'OCDE (puis la CEE et l'UE), et le Comecon.

RÉVOLUTION CHINOISE (1949)

Une des plus grandes révolutions du XX^e siècle, accomplie en partie contre la volonté de Staline, mais avec à sa tête un autre type de direction bureaucratique, celle de Mao.

MORT DE STALINE (MARS 1953)

Début d'un «dégel». Brèches dans l'édifice du stalinisme, dans lesquelles vont rapidement s'engouffrer les classes populaires.

SOULÈVEMENT EN RDA (JUIN 1953)

Grèves et manifestations des ouvriers de Berlin Est contre la spirale des cadences et la baisse des salaires. Ils réclament la baisse de prix, la démission du gouvernement et des élections libres. L'armée soviétique instaure l'état de siège, avec tribunaux d'exception et exécutions. Grève générale dans d'autres villes industrielles. 42 ouvriers sont condamnés à mort et 25 000 emprisonnés.

2. 1956-1968 RÉVOLUTIONS OUVRIÈRES ET TENTATIVES DE RÉFORMER LES PARTIS COMMUNISTES

XX^e CONGRÈS DU PCUS (FÉVRIER 1956)

Dans un rapport historique, Krouchtchev dénonce les crimes de Staline. L'onde de choc est énorme. Son souffle entraînera tous les PC dans une crise profonde. Krouchtchev attribue ces crimes au «culte de la personnalité» de Staline et à des «erreurs», essayant ainsi de sauver la dictature du parti. Il tente un rapprochement avec l'impérialisme, lançant la «coexistence pacifique» et les premières réformes introduisant des éléments d'économie de marché. Par là, il confirme l'asphyxie d'une économie autarcique et l'indigence d'une planification bureaucratique. La pression de l'impérialisme et les révoltes ouvrières qui approchent montrent les limites de la «socialisation de la misère», d'un «socialisme» confiné à un seul pays ou à un groupe de pays beaucoup moins développés que les pays impérialistes.

RÉVOLUTION CANALISÉE EN POLOGNE (JUIN-OCTOBRE 1956)

Les ouvriers des usines Cegielski à Poznan (locomotives et moteurs de navires, 15 000 salariés) manifestent contre les cadences et les bas salaires, aux cris de «liberté, pain et justice». Le parti, soi-disant «déstalinisé», lance les chars. Il y a 54 morts, 300 blessés, des centaines d'arrestations. Le pays entre en ébullition, le parti se déchire entre «staliniens» et «réformateurs», la presse devient libre, des conseils ouvriers se créent à l'initiative des ouvriers communistes des usines d'automobiles Zeran. On dénonce une «dictature sur le prolétariat» et les privilèges exorbitants de la bureaucratie, cette «bourgeoisie rouge». On réclame des réformes, la dissolution de la police politique, des élections libres, un socialisme démocratique, le retrait des





Berlin. 11 novembre 1989. le 9 novembre 1989, le Conseil des ministres de la RDA décide l'ouverture du mur de Berlin et des frontières. Des milliers de Berlinois de l'est comme de l'ouest se regroupent autour du mur de la « honte » pour célébrer la fin de 28 années de séparation
photothèque rouge/
Franck Houlgatte

troupes du Kremlin, l'indépendance nationale. Gomulka, emprisonné sur ordre de Staline en 1947, revient au pouvoir en « sauveur ». L'armée russe est à 2 km de Varsovie, l'armée polonaise est mobilisée, les conseils ouvriers gardent les usines et demandent des armes. La guerre est évitée de justesse. Menacé en Hongrie, Krouchtchev cède, Gomulka l'ayant convaincu qu'il réussirait à canaliser la révolution. Il détruit les conseils ouvriers et les autres conquêtes de l'Octobre polonais. En 1964, un programme de révolution anti-bureaucratique sera lancé par Kuron et Modzelewski, jeunes marxistes oppositionnels, mais la répression sera plus forte.

RÉVOLUTION ÉCRASÉE EN HONGRIE (OCTOBRE-NOVEMBRE 1956)

Manifestations monstres à Budapest contre le dictateur local Rakosi, puis en solidarité avec la Pologne. Mots d'ordre: élections libres, pluralisme des partis, évacuation des troupes du Kremlin, réforme du système économique. Toute la population descend dans la rue. Le monument de Staline est renversé, l'immeuble de la radio occupé. Les blindés soviétiques interviennent. L'armée hongroise fraternise avec le peuple et distribue les armes aux insurgés. Le PC stalinien en débâcle offre le pouvoir à Imre Nagy, communiste réformateur très populaire, mais qui sera vite dépassé. Partout le pouvoir passe aux mains des conseils ouvriers et des comités révolutionnaires, qui soutiennent Imre Nagy. Krouchtchev retire ses troupes

démoralisées, les soldats russes fraternisant à leur tour avec la population. Suivront dix journées d'euphorie et de liberté. Les conseils ouvriers insurgés affermissent leurs comités révolutionnaires. La jeunesse s'organise. Des partis politiques apparaissent. Les jeunes intellectuels marxistes du Cercle Petöfi donnent le ton. Sous la pression des communistes qui dirigent l'insurrection, Imre Nagy proclame la sortie du Pacte de Varsovie, l'indépendance et la neutralité de la Hongrie, et demande, en vain, la protection de l'ONU. Le 4 novembre, la deuxième intervention du Kremlin, avec des troupes fraîches, est massive et brutale. Imre Nagy est renversé et assassiné. Le Conseil ouvrier central du Grand-Budapest, représentant les principales usines, organise la résistance armée et agit comme un second pouvoir. Mais la révolution est écrasée dans le sang.

COEXISTENCE ET CONFRONTATION (ANNÉES 1960)

Développement d'une coopération commerciale entre Moscou et Washington, mais la course aux armements est exacerbée, avec d'immenses quantités d'armes, ogives et missiles stockés par l'Otan et le Pacte de Varsovie. Crise de missiles de Cuba (1961): Krouchtchev, qui soutient Cuba, est obligé de démanteler ses rampes de lancement. Crise de Berlin (1961), construction du Mur séparant Berlin-Est de Berlin-Ouest. Le soutien (limité) que le Kremlin apporte aux mouvements de libération nationale et aux « partis frères »

dans le monde n'est pas désintéressé, mais guidé exclusivement par ses intérêts étroits, comme monnaie d'échange et moyen de pression dans ses tractations diplomatiques pour desserrer l'étau de l'impérialisme.

PRINTEMPS DE PRAGUE ET INVASION (1968)

Tentative, par la nouvelle équipe de Dubcek, de réformer le PC tchécoslovaque et construire un « socialisme à visage humain ». Les travailleurs s'approprient les nouvelles libertés de parole, de la presse, de manifestation et d'organisation. Des conseils ouvriers se forment dans les entreprises, demandant des réformes économiques rapides. Le 21 août, cinq armées du Pacte de Varsovie envahissent le pays. Brejnev met en place un gouvernement fantoche. S'ensuivent dix années de « normalisation », avec purges massives, dans le cadre de la nouvelle doctrine de Brejnev de « souveraineté limitée ». Les PC occidentaux en plein désarroi vivent leur deuxième grande crise et hémorragie de militants, après celle de 1956.

RÉVOLTES OUVRIÈRES ET OPPOSITION POLITIQUE (ANNÉES 1970)

Les grèves insurrectionnelles dans les chantiers navals de Gdansk et de Szczecin contre une hausse des prix de 30% font tomber Gomulka, le « sauveur » de 1956. Les ouvriers brûlent les immeubles du Parti. Les chars et les hélicoptères de combat tirent, faisant des centaines de morts et des milliers de blessés. Développement d'une opposition de gauche et d'autres courants

démocratiques en URSS, féroce persécution dans les camps et hôpitaux psychiatriques. Des courants d'opposition se développent en Tchécoslovaquie (Charte 77) et en Pologne (Comité de défense des ouvriers, KOR), de même que des courants indépendantistes et révolutionnaires.

3. 1980-1990 RÉVOLUTION OUVRIÈRE OU RESTAURATION CAPITALISTE ?

RÉVOLUTION DE SOLIDARNOSC (1980-1981)

Les grèves d'occupation à Gdansk et dans tout le pays, à partir d'août 1980, font tomber Gierek, le « sauveur » de 1970. Elles imposent – chose impensable à l'époque – un syndicat libre, Solidarnosc, 10 millions d'adhérents (un quart de la population). La révolution ouvrière se développera pendant seize mois, freinée par une Église influente qui pousse à un accord avec le pouvoir. La démocratie ouvrière est totale, structurée par les Comités inter-entreprises de grève (MKS), composés des délégués d'usines élus par des assemblées générales, et qui deviendront l'ossature du syndicat. Un million de membres du parti (la moitié, sans les retraités) le rejoint. C'est un syndicat, et à la fois, un réseau dense d'autogestion des entreprises, un mouvement pour les libertés démocratiques et un mouvement pour l'indépendance nationale. Son Ier congrès, en automne 1981, prend l'allure d'un parlement, avec plus de 1 000 délégués élus dans les premières élections démocratiques depuis la guerre. Il lancera le célèbre « Appel aux ouvriers des pays de l'Est et de tous les peuples de l'URSS », ainsi que le programme d'une République autogérée basée sur les conseils de travailleurs. Brejnev s'apprête à envahir la Pologne, mais hésite, car il est déjà embourbé dans une sale guerre en Afghanistan. C'est le général « patriote » Jaruzelski qui s'en charge, le 13 décembre 1981 : un putsch militaire et une répression massive réussissent à briser Solidarnosc, hélas pris au dépourvu, et à le repousser dans la clandestinité.

ÉTAT DE SIÈGE

ET AVANCE DU NÉOLIBÉRALISME (1982-1989)

C'est la junte de Jaruzelski qui introduit les premières autorisations au capital étranger pour constituer des sociétés privées, tout en s'attaquant aux conseils d'autogestion dans les entreprises. En 1988, en même temps que Solidarnosc clandestin reprend des forces et que des grèves recommencent, Jaruzelski promulgue les premières lois qui serviront de base juridique aux privatisations massives après 1989. Sachant les jours de leur parti comptés, les « communistes » se lancent massivement dans les business. À l'ombre des chars, profitant de la désorganisation de Solidarnosc dans la clandestinité, et avec l'aide de la diplomatie de Reagan, les généraux staliniens et l'Église, ensemble, réussissent à convaincre la direction de Solidarnosc d'abandonner le programme de République autogérée et de créer un gouvernement commun, dont le programme serait la restauration du capitalisme. Ce seront « Les accords de la table ronde » en 1989.

PERESTROÏKA ET MARCHÉ VERS LA RESTAURATION

En URSS, Gorbatchev lance la perestroïka (reconstruction) au milieu d'une crise économi-

C'EST LA JUNTE DE JARUZELSKI QUI INTRODUIT LES PREMIÈRES AUTORISATIONS AU CAPITAL ÉTRANGER, POUR CONSTITUER DES SOCIÉTÉS PRIVÉES, TOUT EN S'ATTAQUANT AUX CONSEILS D'AUTOGESTION DANS LES ENTREPRISES

que explosive, aggravée par la guerre (perdue) en Afghanistan. Un fort vent de démocratisation permet à une population exténuée et aspirant à des changements profonds, de respirer. Constatant que plus rien ne marche dans l'économie, laquelle ne peut plus supporter le terrible fardeau de la compétition militaire et spatiale avec l'impérialisme (« guerre des étoiles »), Gorbatchev entame un rapprochement décisif avec Reagan et l'impérialisme. Une nouvelle preuve de l'échec du « socialisme dans un seul pays ». L'évolution des bureaucraties de l'URSS et des pays de l'Est vers la restauration est favorisée et accélérée par l'offensive néolibérale du reaganisme et du thatchérisme dans les pays de l'Ouest. L'écroulement imminent des dictatures à l'Est accentue les efforts de l'impérialisme vers la reconquête des immenses marchés perdus après 1917 et 1945. Les « communistes » de ces pays lui auront grandement facilité la tâche, en faisant assimiler dans l'esprit des peuples le socialisme à des dictatures totalitaires et aux magasins vides, et en faisant ainsi renaître des illusions dans les bienfaits du capitalisme. Les libertés démocratiques arrachées par les classes populaires avec l'effondrement des dictatures – conquêtes essentielles – n'auront pourtant pas suffi pour empêcher la privatisation de leurs entreprises.

L'EFFONDREMENT (1989-1991)

Mars 1989 – La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie quittent l'URSS et proclament leur souveraineté. Mai – Manifestations de masse en Hongrie, qui ouvre le rideau de fer sur sa frontière avec l'Autriche; exode des Allemands de l'Est. Juin-septembre – Élections semi-démocratiques en Pologne, victoire de Solidarnosc, pacte avec Jaruzelski (le PC se sabordera). 4 novembre: destruction du Mur de Berlin. Décembre – la révolution populaire en Roumanie renverse le dictateur Ceausescu, qui sera exécuté; la Révolution de velours renverse la dictature en Tchécoslovaquie; manifestations de masse en Bulgarie. Avril-juin 1990 – Élections libres en Hongrie, Slovaquie, Croatie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Bulgarie. Octobre: réunification de l'Allemagne. Juin-juillet 1991 – dissolution du Pacte de Varsovie et du Comecon. La Russie, où Eltsine succède à Gorbatchev, proclame sa souveraineté. Août-décembre – l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et les autres républiques quittent aussi l'URSS, qui cesse d'exister.



photothèque rouge/
Franck Houlgatte

LES ABOLITIONNISTES À L'ÉPREUVE DE LA PROSTITUTION

PAR JULIE SARRAZIN, ANNE LAFRAN

On distingue généralement trois positions à l'égard de la prostitution, le prohibitionnisme, le règlementarisme et l'abolitionnisme, mais qui ne peuvent résumer les différentes sensibilités sur cette question. Deux positions sont apparues au cours de la réunion nationale Intervention féministe du NPA des 13 et 14 juin. Leurs divergences théoriques ne doivent pas cacher le fait qu'elles se recoupent au moins sur un point essentiel : la lutte contre la répression dont sont victimes les prostituées.

Avec l'arrivée de la droite au pouvoir en 2002, la question de la prostitution en France a ressurgi sur le devant de la scène publique et s'est re-politisée. L'article 50 de la loi de sécurité intérieure (LSI) votée le 18 mars 2003, pénalisant le racolage passif, a déclenché des débats houleux en particulier à gauche entre un grand nombre de féministes, ravivant les divisions entre abolitionnistes et non-abolitionnistes. Force est de constater, six ans plus tard, que le débat s'est tu, que les rues

de nos villes ont été « nettoyées » et que la situation des prostituées s'est altérée de façon alarmante. L'article 50 de la LSI a en effet accentué la répression contre les prostituées, dégradé de fait leurs conditions de travail et permis l'expulsion accrue de nombre d'entre elles. Pour échapper à l'accusation de racolage, celles-ci se sont retranchées dans la clandestinité, accentuant le proxénétisme, l'exploitation et l'isolement. Criminalisées et stigmatisées, elles sont encore plus victimes de violence qu'avant. Invisibles, elles ont

fini par disparaître de nos rues comme du débat public.

Si, face aux violences exercées sur les prostituées, l'abolitionnisme peut apparaître comme une position légitime, il n'en est pas moins déconnectés de la réalité et pose des problèmes majeurs.

Certes une partie des prostituées sont victimes de trafics humains inacceptables ; en ce cas, elles sont victimes d'esclavage. Mais ne considérer que cet aspect, c'est aussi négliger une réalité plus complexe de l'univers prosti-



tutionnel et de la condition prostituée : celles (et ceux) pour qui c'est une stratégie de migration pour fuir un pays, une situation économique déplorable et/ou un carcan familial ; celles qui pratiquent cette activité de manière indépendante, plutôt que d'autres activités moins lucratives et plus contraignantes, ou encore celles qui ont choisi cette profession et qui l'assument pleinement...

Certes, un grand nombre d'entre elles cumule les marqueurs discriminants : elles sont femmes, elles sont pauvres, elles sont immigrées. Ces caractéristiques sont également celles d'autres secteurs d'activités tels que la grande distribution, les services d'aide à la personne, le nettoyage... Le NPA et les féministes doivent combattre cette oppression spécifique des femmes et lutter pour leur accès à la protection sociale et la sécurité sans pour autant demander l'abolition de ces professions.

En s'attaquant à la prostitution comme système, en la définissant comme oppression de genre en soi, l'abolitionnisme stigmatise les prostituées et ne met pas la priorité sur l'urgence sociale que sont leurs conditions de vie et de travail, se contentant finalement d'un «laisser faire», par refus de pragmatisme.

Tant qu'aucune politique ne sera mise en œuvre pour faire disparaître les conditions qui poussent à se prostituer, ni pour offrir des alternatives crédibles à celles qui se prostituent, la position abolitionniste ne sera que pure hypocrisie.

Par ailleurs, cette position est contre-productive car elle coupe les militants de celles-là mêmes qu'ils devraient défendre et aux côtés desquelles ils devraient lutter.

En refusant de prendre en compte la parole et les luttes des prostituées, leur effort d'organisation de ces dernières années (création du Strass¹ en 2009) et leur activisme (racolage devant Matignon), en se coupant des associations de terrain et des collectifs de prostituées (Cabiria, Grisélidis, le Bus des femmes, Femmes publiques etc.), une partie des féministes ont préféré une position de principe (partagée avec les catholiques !) à l'exercice de la solidarité. Notre parti doit sortir de cette impasse et « être aux côtés des victimes, des exploitées et des luttés », ce qui veut dire être aux côtés des prostituées dans le respect de leur parole et de leur forme d'action, et non se substituer à elles dans une dérive compassionnelle et moralisatrice. L'abolitionnisme est donc une position qui divise le mouvement féministe, notamment parce qu'elle différencie, hiérarchise voire oppose les oppressions dont sont victimes les femmes. Cette division est une erreur d'analyse et une erreur stratégique qui entrave une prise de conscience collective et le développement d'une solidarité entre toutes les femmes. Or, nous devons lutter ensemble si nous voulons abolir les systèmes d'oppression patriarcal/hétérosexuel, capitaliste et raciste qui sont à la base de l'exploitation et du maintien des femmes dans la dépendance économique, sociale et sexuelle par rapport aux hommes.

Bien sûr des questions de fond demeurent : la prostitution peut-elle être considérée comme un métier à part entière ? Se prostituer peut-il être un « choix » ? Existe-t-il un véritable « consentement » ? Les premières concernées répondent elles-mêmes que la prostitution n'est pas un métier comme les autres d'abord parce qu'il est stigmatisé. Mais de fait, cette activité existe et quand elle est consentie, quelle est alors la légitimité de juger de la « liberté de se prostituer » ? L'argument de l'aliénation, particulièrement infantilisant, et de la marchandisation sont valables pour tout autre travail, voire tout autre condition. « La liberté de disposer de son corps » implique aussi, pour celles qui se définissent comme « travailleuses du sexe », de vendre des services sexuels comme on vend sa force de travail. À moins de poser comme postulat que le sexe serait une activité à part et sacrée, parce qu'il touche à l'intimité... Si on essaie de comprendre le phénomène prostitutionnel de manière plus globale, il faut s'intéresser au rapport inégal entre les hommes et les femmes, notamment dans la sexualité. On peut en conclure que la prostitution n'est qu'une des manifestations du système patriarcal et hétéro-sexuel qui pousse la majorité des femmes à avoir recours à des échanges économique-sexuels, le mariage en étant la plus courante et la plus dévastatrice illustration dans notre société.

On voit bien que le débat est loin d'être clos et que les désaccords risquent de perdurer longtemps sur ces questions qui touchent autant

| 1. Syndicat du TRAVAIL Sexuel

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Conférence européenne du travail du sexe, Bruxelles, 2005, *Déclaration des droits des travailleuSES du sexe en Europe*

Deschamps, Catherine, et Souyris, Anne, *Femmes publiques*, Paris, (ed. Amsterdam), 2008

Guillemaut, Françoise, (dir.), *Femmes et migrations en Europe, Stratégies et empowerment* (2 volumes) Le Dragon Lune, (Cabiria Editions)

Mattieu, Lilian, *La condition prostituée*, Paris, 2007 (Textuel)

Pheterson, Gail, *Le prisme de la prostitution*, Bibliothèque du féminisme, 2001 (L'Harmattan)

à l'oppression qu'à la norme. C'est pourquoi une démarche pragmatique doit être de rigueur.

La commission Femmes de la LCR s'est toujours revendiquée abolitionniste ; la construction du NPA est une occasion pour repenser la question. La première réunion nationale d'Intervention féministe des 13 et 14 juin derniers a d'ailleurs ouvert la possibilité d'un consensus ou du moins de convergences en faveur des droits et d'une nouvelle approche des luttes aux côtés des prostituées. Un parti politique, le NPA en particulier, ne doit pas choisir à la place des personnes concernées si la prostitution est une violence, une activité, un métier « particulier » ou un métier comme un autre. A fortiori, il ne peut pas se positionner contre les prostituées en lutte ni contribuer à leur isolement au sein des mouvements sociaux. Mais il doit lutter contre toute forme de répression et de stigmatisation des prostituées et contre l'expulsion des prostituées migrantes. Il est nécessaire de soutenir les mouvements des travailleuses du sexe et le Strass, dans leur lutte contre la LSI, pour l'accès aux droits fondamentaux et à la protection sociale et, pour la reconnaissance de leur existence. Il faut également dénoncer l'instrumentalisation des droits des femmes à des fins racistes et répressives. Enfin, le NPA doit lutter contre toutes les formes d'exploitation des femmes, contre le proxénétisme et contre le trafic des êtres humains (à des fins d'exploitation sexuelle ou non), tout en condamnant les lois actuelles qui aggravent les conditions de vie et de travail des prostituées et qui les criminalisent.

Demain, plus rien ne sera à vendre et une autre sexualité sera sans doute possible, mais aujourd'hui, la lutte féministe passe par la reconnaissance et l'expression claire d'une solidarité avec les prostituées.



Photothèque rouge/
CM

COMBATTRE LA PROSTITUTION

PAR LÉA GUICHARD

et défendre les

Cette contribution s'inspire largement du livre d'Attac Mondialisation de la prostitution, atteinte globale à la dignité humaine.

Le système prostitutionnel est une organisation semblable à la mondialisation financière, qui génère d'énormes bénéfices avec la marchandisation généralisée des biens et des services dont le point ultime est la marchandisation des corps et des êtres humains (bien au-delà de celle de la force de travail). Totalement intégré à la mondialisation, il tire profit de l'appauvrissement des populations, de l'expansion du libre-échange, de l'augmentation de la traite d'êtres humains ainsi que de la criminalisation des migrants, dont la moitié sont des femmes.

Mais c'est avant tout une violence physique et symbolique contre les femmes, l'expression la plus violente de la domination masculine, bien antérieure au capitalisme. Toutes les femmes sont susceptibles de faire l'objet d'une mise à disposition marchande. La prostitution n'est pas seulement basée sur les inégalités hommes/femmes mais aussi structurée sur les inégalités sociales, la majorité des prostituées¹ étant issue des classes défavorisées.

Pour justifier cette violence, le néolibéralisme utilise la notion de « libre choix » en se basant sur des conceptions de liberté individuelle, en occultant les rapports sociaux et les formes de domination. Les femmes choisiraient librement, car elles gagneraient mieux leur vie qu'ailleurs et peut-être dans des conditions de vie moins dures. C'est la politique du « moins pire ». Mais là où la prostitution est légalisée, elle a augmenté, de même que les violences faites aux femmes.

Le système de la prostitution exploite les trois grands rapports de domination : rapport de sexes, de classes et les rapports de domination Nord/Sud. Cela ne peut donc être un « choix » pour les femmes de pratiquer cette activité, car alors tout le monde serait concerné et non pas les personnes les plus vulnérables, celles des couches sociales les plus pauvres, des minorités ethniques (aborigènes, maoris, tsiganes, minorités ethniques en Asie...) ou encore les victimes d'agressions sexuelles lors de leur jeunesse (ces violences-là concernent toutes les populations).

La prostitution a pour but de satisfaire une certaine vision de la sexualité des hommes, liée à l'idée que celle des femmes est inexistante. Si aujourd'hui se développe une prostitution masculine essentiellement à destination des hommes, cela montre la capacité du capitalisme à s'adapter à de nouveaux marchés. Mais cela n'enlève rien au caractère patriarcal de la prostitution et cela se base toujours sur l'exploitation des rapports de domination.

Il existe plusieurs justifications aujourd'hui à la prostitution : c'est « le plus vieux métier du monde » (historiquement le plus vieux métier



Gabriel Gérard

des femmes est celui de sage-femme), donc une fatalité due à la nature des femmes. La nature sert de justificatif à beaucoup d'oppressions (le racisme, les colonies...). Le sociologue suédois Sven Axel Mansson a montré que la prostitution est culturelle et varie considérablement d'une société à l'autre. Ce qui renvoie à une autre justification : le besoin irréprensible de sexe pour les hommes (cela servait même à justifier le viol jusque dans les années 1970). La sexualité comme les différences de genres sont construites socialement, pourtant la prostitution repose sur l'idée que les femmes ne servent qu'à assouvir la libido masculine. Et enfin, elle servirait à éviter les viols et agressions sexuelles. Ce qui est un comble, puisqu'elle est la possibilité même de la possession du corps des prostituées et donc des femmes. Le néolibéralisme

y a aussi introduit la notion de services et de loisirs : on ne limite pas le droit à la consommation même si elle est sexuelle.

Les États face à la prostitution ont trois possibilités : la prohibition avec interdiction totale et répression, qui vise essentiellement les prostituées ; le réglementarisme sous contrôle de la police et des municipalités avec surveillance médicale ainsi que la légalisation du proxénétisme ; et l'abolitionnisme où l'État est tenu de protéger et réinsérer les prostituées avec une interdiction du proxénétisme. L'Union européenne a, en quelque sorte, fait son choix avec un décret qualifiant la prostitution de simple prestation de service. L'Allemagne a rouvert les maisons closes, la Suède pénalise le client, et la France est sur la position abolitionniste, mais bien loin de la définition. En effet, les prostituées sont soumises

prostituées



à l'impôt ainsi que les proxénètes, même si ce sont des délinquants. La réinsertion n'est assurée que par les associations qui disposent de très peu de moyens. De plus, l'expulsion des sans-papiers et la criminalisation des prostituées avec les lois Sarkozy ouvre davantage la voie au prohibitionnisme de fait, en réprimant les prostituées sans remettre en cause le proxénétisme ni les clients. Le débat est polarisé par l'abolitionnisme et le réglementarisme. Les arguments des réglementaristes sont construits autour de l'idée que la prostitution est un métier comme un autre avec les droits correspondants, la notion de libre-choix et que, comme la pornographie, ce serait le nouveau symbole de la libération sexuelle des femmes.

Sur l'accès aux droits, c'est en tant que personnes qu'elles doivent avoir des droits et non

pas en fonction d'une activité. Il en est de même de l'amélioration de la couverture sociale. Souvent la protection médicale est mise en avant, alors que cela permet uniquement de contrôler que le client est une « marchandise » saine. Lorsque ce n'est pas le cas, la prostituée est licenciée, ce qui fait que la prostitution clandestine n'a pas du tout baissé dans les pays réglementaristes (les Pays-Bas par exemple). Dans ces pays, la situation des prostituées ne s'est pas améliorée : les violences à leur encontre sont banalisées et la concurrence tire vers le bas les « conditions de travail ». Un rapport de 2003 constatait que la législation hollandaise n'avait pas supprimé la clandestinité, la stigmatisation sociale, ni les violences. Ce rapport indiquait aussi que les trois quarts des prostituées voulaient suivre un programme pour quitter la prostitution.

L'abolitionnisme est souvent présenté comme le masque du prohibitionnisme, ou encore serait puritain et moralisateur. Or, ce combat contre la prostitution ne vise pas les prostituées mais les violences qu'elles subissent ainsi que le système qui va avec. Il n'y a pas de jugement moral là-dedans. En tant qu'abolitionnistes, on ne peut que critiquer les insuffisances des pays dits abolitionnistes, en ce qui concerne les moyens en faveur des prostituées, ainsi que la répression dont elles sont victimes.

Une grande majorité du mouvement féministe se retrouve sur la position abolitionniste. Il ne se situe en aucun cas contre les prostituées, mais au contraire avec elles, contre la répression. Récemment une structure se définissant comme un syndicat a été mis en place par des prostitué-e-s, mais ce n'est pas la légalisation de la prostitution qui apporte de vrais droits.

Abolir la prostitution c'est :

- Refuser la marchandisation du corps humain
- Réaffirmer et obtenir des droits fondamentaux (CMU, un revenu décent, l'accès aux soins, droit au logement, protection sociale, un minimum vieillesse décent, le RMI, droit à l'emploi et à la formation...) pour tous, quel que soit son statut
- Se battre pour la régularisation de tous les sans-papiers
- Réprimer et lutter contre la traite des personnes
- Faire voter, avec des moyens correspondant, la loi cadre contre les violences faites aux femmes, écrite par le Collectif national des droits des femmes, pour pouvoir lutter contre ces violences avec une vraie prévention, des moyens...
- Prendre en charge les victimes de la prostitution (structure d'accueil, de soins, l'insertion professionnelle, protection et assistance...)
- Supprimer les lois répressives.

«L'objectif est d'abolir le système de la pros-

titution et de créer les conditions pour un monde sans prostitution, de s'attaquer à la prostitution ET défendre les prostituées. Le droit des personnes à ne pas se prostituer, ni à être prostituables est au cœur de cet objectif.»²



1. On n'oublie pas les prostitués mâles, mais pour des raisons de grammaire on utilisera « prostituées »

2. Attac: Mondialisation de la prostitution, atteinte globale à la dignité humaine édition. Mille et une nuits

Léa Guichard



DOUARNENEZ 2009 LES PEUPLES DU CAUCASE

Chaque année le festival de cinéma de Douarnenez est consacré à la rencontre avec un peuple (ou plusieurs) – cette année les peuples du Caucase.¹



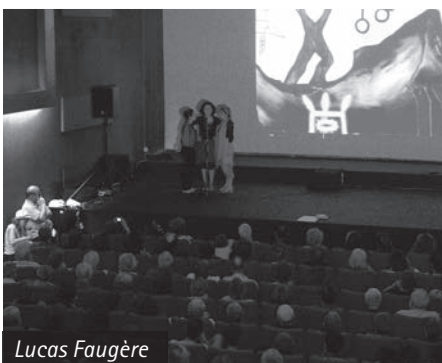
Lucas Faugère



Lucas Faugère



Lucas Faugère



Lucas Faugère



Lucas Faugère

Le festival de cinéma de Douarnenez est une formidable Université d'été alternative.

Je voudrais pouvoir au moins vous communiquer l'émotion ressentie par une salle comble, le mardi 25 août, pour la soirée Hommage à Natalia Estemirova et Zareva Rayana Sadoukeva et son mari, Alik Djibrilov. Trois victimes de leur engagement indéfectible pour les droits de la population tchetchène.

Je voudrais vous dire la vibration palpable quand les chants polyphoniques géorgiens ont rempli la salle grâce aux seules trois voix féminines, et quand la chanteuse bretonne Norwenn Korbell a dédié à Natalia, qui avait beaucoup alimenté les dossiers d'Ana Politkovskaia, victime avant elle selon toute vraisemblance de la même mafia, la chanson écrite pour Ana : *Ana, tu as dit la vérité, Tous les chiens te pisseront dessus.*

Je voudrais vous faire partager le respect que nous inspiraient les témoignages d'une comédienne, de journalistes, de militantes, dont nous savions tous qu'en s'exposant ainsi, ils risquaient un peu plus d'être de prochaines cibles de la bête immonde.

Avec un message simple : *« c'est important qu'il soit dit que les victimes ne sont pas les coupables. Un jour, il y aura un tribunal ».*

Car aujourd'hui, la guerre est finie en Tchetchénie mais la terreur est bien pire.

Roger Devaneuse

Entretien

Bernard Dréano²

PAR ROGER DEVANEUSE

VOS IMPRESSIONS SUR LE FESTIVAL ?

C'était une gageure de réussir un festival de cinéma sur « Les peuples du Caucase ». Le pari est réussi : qualité de la programmation et des débats, importance du public. Au final, la Tchetchénie, la Géorgie et l'Arménie sont d'une certaine façon « sur-représentées ». La société française a des contacts avec ces pays, mais pour se connecter au nord-Caucase, pour toucher les Ossètes ou les Abkhazes, c'est plus compliqué. Bien sûr, s'agissant d'un festival de cinéma, on ne peut éviter une certaine distorsion en fonction des films disponibles. Pour ce qui est de l'Arménie, je voudrais insister sur la différence entre diaspora arménienne et Arménie. Le débat sur le génocide arménien a bien montré que la diaspora arménienne ne se sent nullement représentée par l'État arménien dans ses revendications. Par ailleurs, la diaspora arménienne est forte en Palestine et le grand centre culturel arménien, c'est Beyrouth !

LA PRÉSENCE OFFICIELLE DE LA GÉORGIE, MEMBRE DE L'OTAN, FAIT UN PEU TÂCHE...

Le peuple géorgien a une histoire politique de 2 000 ans. Il a été ballotté entre les empires ottoman, perse et russe. En 1801, les Géorgiens ont cru signer avec la Russie un traité de coopération à égalité, alors qu'il s'agissait d'une annexion. Aujourd'hui, pour les Géorgiens, le protecteur américain est idéal, car il est fort et lointain. Depuis la chute de l'URSS et l'appropriation des moyens de production par l'ancienne nomenklatura, le capitalisme sauvage a bonne réputation, et la Géorgie a voulu être un bon élève. Il y a une avenue Bush à Tbilissi. Ce n'est nullement incompatible avec la persistance des statues de Staline (un Géorgien est un Géorgien).

L'IDÉE DE TRANSFORMATION SOCIALE ?

Dans le Caucase, les mouvements nationalistes en 1918 qui s'opposaient à la bolchévisation se réclamaient de la social-démocratie. La chute de l'URSS

est vécue comme une libération nationale, mais une aspiration démocratique commence à poindre.

Bien sûr, les inégalités se développent : pour un retraité, la situation est singulièrement moins bonne aujourd'hui qu'à l'époque de l'URSS. Mais pour l'ancien cadre du PC devenu cadre de la banque... En Azerbaïdjan, des luttes syndicales, d'abord dans le pétrole, commencent à apparaître. L'idée d'une société plus juste refait surface.

QUE FAIRE ?

On repart de très loin. La priorité, c'est de développer les contacts. Les gens que nous rencontrons ont une information misérable sur les mouvements sociaux extérieurs. Pour prendre l'exemple d'Israël-Palestine, leur première source d'information, ce sont les juifs russes émigrés en Israël. Le silence médiatique, le silence des organisations de gauche sur la répression des manifestations en Arménie, les morts et les prisonniers politiques (si je mets de côté la FIDH et les mairies de Lyon et Villeurbanne), ce n'est pas raisonnable.

Soit dit en passant, pour un Caucasican qui vient dans un forum social européen ou mondial (et il faut vraiment multiplier les possibilités de rencontres à ce niveau), voir des faucilles et des marteaux est un choc.

1. Mais aussi dans des sections « parallèles » le monde des Sourds, un coup de chapeau à Robert Kramer, la production Bretagne 2009 et des films de la « grande tribu » des peuples déjà reçus, la sélection enfants ; des films, et également une librairie, des expos, des débats, des rencontres, un village associatif, de la musique, un journal...

2. Membre du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim), co-président de l'Association européenne des citoyens (Réseau international Helsinki Citizen Assembly), auteur de Guerre et Paix dans le Caucase

3. Éditions Non-Lieu, 2009

UN ÉTAT de la création palestinienne

PAR PIERRE BATON



Khalil Rabah, *United States of Palestine Airlines*, London Office, 2007, Collection privée, Suisse. Courtesy Rose Issa.

L'Institut du monde arabe propose à Paris et jusqu'au 22 novembre une superbe exposition rassemblant 19 artistes palestiniens (dont 11 femmes), offrant un panorama d'une création contemporaine vivante et en colère.

Plus de dix ans après l'exposition *Un Printemps palestinien* qui, en 1997, posait un regard sur la création palestinienne, cette exposition rassemble des artistes contemporains de plusieurs générations, qui utilisent différents supports – vidéo, installation, peinture, photographie ou sculpture.

Au-delà de son intérêt proprement artistique, cette exposition est une manière d'affirmer que la culture palestinienne est vivante, qu'elle crée.

Une partie de ces artistes vient de la diaspora, l'autre continuant à vivre en Palestine.

Les œuvres exposées viennent donc de Jérusalem, de Gaza, de Cisjordanie, du Liban, de Jordanie ou encore de France, d'Angleterre et des États-Unis. Si, pour certains artistes, l'exil peut tendre à atténuer la dureté du propos des œuvres, tous reviennent dans leur expression au même sujet et semblent poser une même question : comment vivre et créer en pays occupé ? Comment, avec les outils de l'art contemporain, dire ce qu'est la vie et l'enfermement des Palestiniens ?

La mémoire, l'exil, l'occupation par l'armée israélienne, les camps de réfugiés, sont tour à tour évoqués dans chacune de ces œuvres.

Mais si celles-ci témoignent en permanence de la réalité de ce que vit aujourd'hui le peuple palestinien, elles sont aussi l'expression multiforme d'une création contemporaine dynamique.

L'exposition commence par une œuvre de Sharif Waked, qui vit à Nazareth. Cette vidéo, précédemment exposée à la Tate Modern de Londres, intitulée *Chic point fashion for Israe-*

li checkpoints, déroute d'abord : elle reprend tous les codes des défilés de mode, avec musique techno, spots, mannequins. Mais tous les vêtements que ceux-ci portent ont été dessinés pour laisser apparaître le ventre et le dos, et passer ainsi plus facilement les checkpoints. Le film se termine par une série de photos en noir et blanc prises sur des checkpoints où des soldats israéliens obligent les Palestiniens qui souhaitent passer à montrer leur ventre pour vérifier qu'ils ne transportent pas d'armes ni d'explosifs. Cette vidéo, avec un certain humour, rappelle le quotidien des Palestiniens obligés de se soumettre à des contrôles humiliants.

Taysia Batniji, un jeune artiste qui partage sa vie entre la France et la Palestine, propose une série de 26 photos qui représentent toutes des miradors de l'armée israélienne en Cisjordanie. Cette accumulation rappelle d'autres séries de photos d'artistes européens accumulant des éléments anecdotiques du paysage (châteaux d'eau, poteaux électriques...), et c'est justement cette banalité de la présence d'éléments de l'occupation que sont les miradors dans le paysage qui nous interpelle.

COMMENT DIRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS ?

Emily Jacir a transformé une tente de réfugiés en mémorial pour les 418 villages palestiniens qui ont été détruits, dépeuplés et occupés par Israël en 1948. L'artiste, qui a exposé ses œuvres dans le monde entier et remporté plusieurs prix, notamment lors de la biennale de Venise en 2007, a invité de nombreux Palestiniens et Israéliens à broder eux-mêmes sur la tente le nom de ces

Sharif Waked,
extrait de la
vidéo *CHIC POINT*
FASHION FOR
ISRAELI
CHECKPOINTS,
2003, 5,27"



Taysir Batniji, *Miradors*, 2008, série de 26 photographies, Projet conçu dans le cadre de l'exposition « Nos réalités » au centre d'art « Le Quartier », Quimper. Photographies prises par DieterKik.



418 villages. Ce mémorial particulier étonne par sa simplicité.

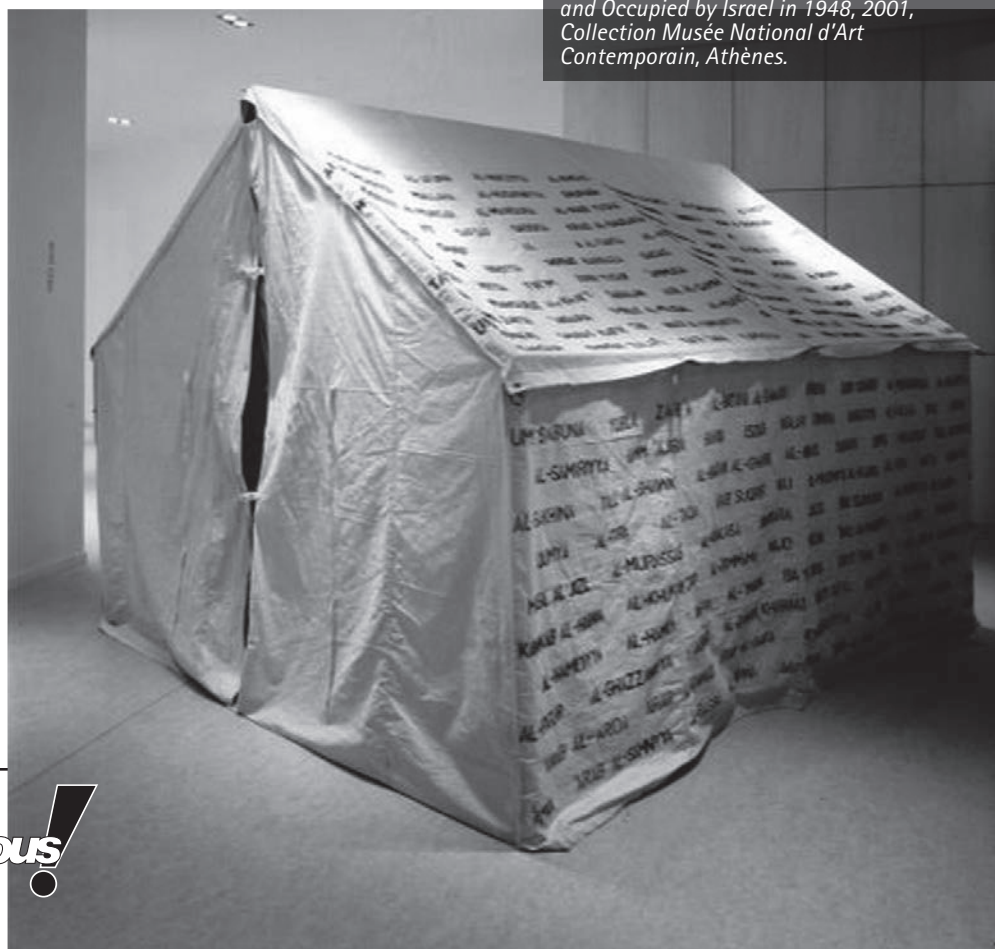
Sandi Hilal, propose, à travers deux vidéos, deux portraits de femmes qui parlent de leur vie quotidienne dans le camp de Fawwar, et en donnent une vision ambivalente.

Dans la première une femme témoigne longuement: «*J'aime le camp. C'est notre quotidien. On ne devrait pas mal le juger*». Malgré les difficultés de la vie quotidienne, elle a fini par aimer le camp, parce que c'est là qu'elle vit, que ses enfants sont nés, que des solidarités se développent. L'autre vidéo propose, elle aussi, le témoignage d'une femme, qui a sensiblement le même âge, mais qui dit au contraire l'enfermement, le contrôle et le jugement des voisins, des habitants les uns sur les autres: «*Ainsi, vous ne trouverez pas d'échappatoire pour vos passions et vos rêves à Fawwar*». L'artiste, architecte à Beit Sahour, mène au travers de cette œuvre et d'autres une réflexion sur les «*formes de résistance spatiale*».

« JÉRUSALEM, WE HAVE A PROBLEM ! »

L'un des films de Larissa Sansour, qui vit à Copenhague, joue sur un registre beaucoup

Emily Jacir, *Memorial to 418 Palestinian Villages which were Destroyed, Depopulated and Occupied by Israel in 1948, 2001*, Collection Musée National d'Art Contemporain, Athènes.



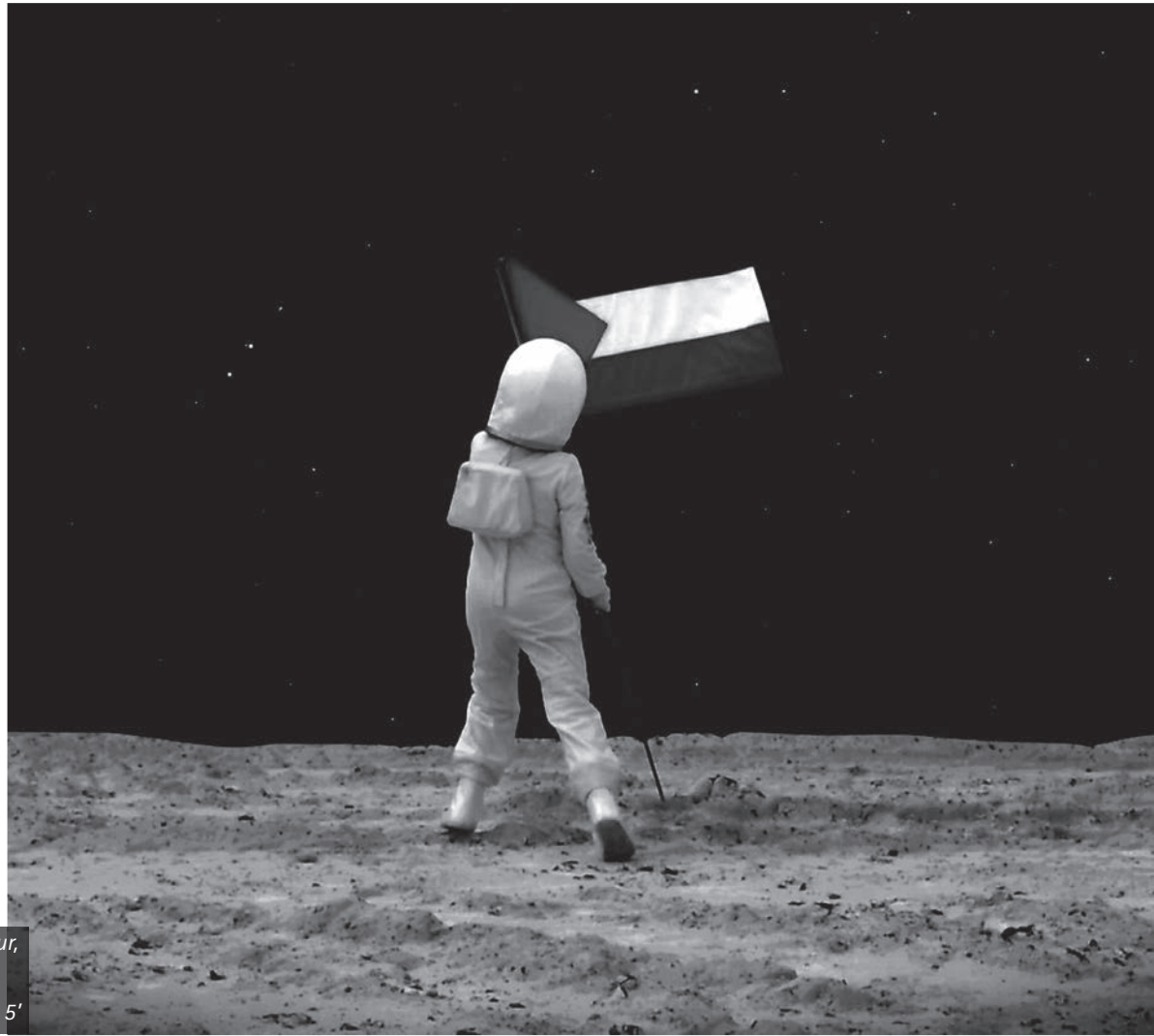
plus drôle. *A Space Exodus* se déroule dans l'espace, au cours d'une mission spatiale, et nous plonge dans l'ambiance du film *2001 Odyssée de l'espace*, de Stanley Kubrick, ou dans les images de l'alunissage d'Armstrong. On découvre que l'équipage a sur le bras de son costume de spationaute le drapeau palestinien. Une femme sort du vaisseau spatial, pour aller fouler le sol lunaire « *c'est un petit pas pour une Palestinienne, un grand pas pour l'Humanité* » puis elle plante le drapeau palestinien sur la surface de la lune. Cette vidéo, qui nous projette loin dans l'avenir, est une des seules notes d'espoir de l'exposition, qui imagine dans un futur indéfini mais optimiste l'existence d'un État palestinien.

En attendant que la Palestine dispose d'un État et d'un musée d'art contemporain, cette exposition permet de mesurer à quel point être un artiste palestinien implique d'être un artiste politique.



On peut tout de même s'étonner de trouver comme mécène de cette exposition la fondation Total, le sol palestinien ne regorgeant manifestement pas de pétrole et la défense des peuples opprimés n'étant pas un souci majeur de la compagnie pétrolière.

Larissa Sansour, extrait de la vidéo A Space Exodus, 2008, 5'



Rula Halawani, Mur, 2005



TOUTES LES SEMAINES TOUT EST À NOUS! L'HEBDO

S'ABONNER



Interview d'**André Ollivro**, porte-parole de l'association «Halte aux marées vertes». REGARDS PAGE 2



Interview de **Robert Guédiguian**, qui revient sur l'Armée du crime, et sur son engagement militant. CULTURE&MÉDIAS PAGE 9



La politique du gouvern... l'avenir des **crèches** et PARLONS-EN PAGE 10

TOUT est à nous

24 SEPTEMBRE 2009 N°23 1,20€ WWW.NPA2009

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SALARIÉS DE L'AUTOMOBILE

ILS MONTRENT LA VOIE



Jeudi 17 septembre, 3 000 salariés de la filière automobile manifestent à la gare du Nord à l'Opéra, puis jusqu'à la place de la Bourse de la manifestation marque de la meilleure des façons la rentrée sociale: mots d'ordre, la combativité et la détermination des participants



Les salariés engagés depuis des mois dans la lutte contre les licenciements et les fermetures de sites se sont retrouvés avec les équipes militantes de la filière automobile (Goodyear, Continental, Michelin, Dunlop, Delphi, PSA Poissy et Aulnay, Renault Cléon, Le Mans et Guyancourt, Ford Blanquefort, GM

Strasbourg, Freescale, Molex, New Fabis), des syndicats de Solidaires et de la CFDT. La manifestation réclamait l'arrêt des sanctions et des poursuites contre les licenciements, dénonçait l'interdiction des licenciements, dénonçait les logiques financières et l'aggravation des conditions de travail et proclamait la nécessité de la convergence des luttes. À l'arrivée, l'esplanade de la Bourse était

largement remplie pour une «bataille des jeux financiers» fédérales et confédérales dans les jours précédents. L'énergie pour construire, entraver le mouvement de la mobilisation pendant la

SUITE DE L'ARTICLE

SÉCURITÉ NOUVELLE

Le gouvern... contre la Sécurité sociale à la fin de la loi de financement votée en 2008, le p... comme chaque année, le p... résulte bien plus des ex... consenties aux patrons aimant énormément à gagner malade, normales dans un État qui veut faire



Malgré le... nablement ni par le contraire, l'épidémie est une aubaine pour réaliser un maximum de bénéfices. Er... cacité douteuse. Er... vernement de ferm... hôpitaux. LIRE PAC

TOUT est à nous! LA REVUE mensuelle du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
 Commission paritaire: 0514P11509
 Tirage: 3 000 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication: François Coustal
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoiimp@wanadoo.fr

Abonnements par prélèvement automatique
 Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA (14 euros par trimestre)
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (25 euros par trimestre)
 Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA (10 euros par trimestre)
 Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:
 ORGANISME CREANCIER:
NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR: 554755

Titulaire du compte
 NOM:
 PRENOM:
 ADRESSE:

 CODE POSTAL:
 VILLE:
 MAIL:
Désignation du compte à débiter
 CODE ÉTABLISSEMENT: CODE GUICHET:
 N° DE COMPTE:
 CLÉ RIB:
 DATE:
 SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte
 BANQUE:
 ADRESSE:
 CODE POSTAL:
 VILLE:

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an
	20 euros	40 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	38 euros	76 euros
Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	70 euros	140 euros